



**Stadt Biel
Ville de Bienne**

Parlamentssekretariat
Secrétariat parlementaire

7^e procès-verbal du Conseil de ville / 7. Stadtratsprotokoll

Séance du 25 juin 2025 à 18h00

Sitzung vom 25. Juni 2025, 18.00 Uhr

Lieu : salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Achermann Brice, Augsburger Dana, Benz Raphael, Berclaz Cappelletti Pascale, Boly Kady, Bord Pascal, Briechle Dennis, Bucher Juliet, Buchhofer Kioutsoukis Stefan, Burri Rahel, Cacciabue Anna, Clauss Susanne, Comment Rachel, Corbaz Catherine, De Lorenzo Bryan, Eggli Roland, Francescutto Luca, Gerber Andreas, Gloor Yannick, Hamdaoui Mohamed, Heiniger Peter, Koller Levin, Leuenberger Bernhard, Lindegger Reto, Magnin Nadia, Maurer Stefan, Meier Julian, Michel Tamara, Moeschler Marie, Molina Franziska, Müller Bernhard, Paronitti Maurice, Rodriguez Ugolini Julian, Roquet Hervé, Rüber Stefan, Ryser Siri, Scherrer Jürg, Schiess Christophe, Schlup Katharina, Schlup Nina, Schneider Sandra, Schneider Veronika, Schüpbach Manuel, Schultz Moema, Sprenger Titus, Steinmann Alfred, Stöcker Manuel, Stolz Joseline, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tonon Ariane, Urweider Vera, Varrin Océane, Wassmann Leona, Weber Philippe

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Demierre Patrick, Kilezi Ruth, Lehmann Caroline, Leonarz Matilda, Müller Lukas

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates

Gonzalez Bassi Glenda, maire

Conseillères municipales / Conseiller municipal : Feurer Beat, Frank Lena, Pittet Natasha, Tanner Anna

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat :

-

Présidence / Vorsitz :

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat :

El Mohib Omar, Secrétaire général du secrétariat parlementaire

Mot de bienvenue	3
1. Approbation de l'ordre du jour	3
2. Communications du Bureau du Conseil de ville	3
3. Communications de la Commission de surveillance	3
4. 20250042 Octroi de crédits supplémentaires à la charge des comptes annuels 2024	4
5. 20250042 Comptes annuels 2024 (Rapport / Partie comptable)	7
• Discussion générale	7
• Mairie (MAI)	14
• Direction des finances (DFI)	14
• Direction de l'action sociale et de la sécurité (DSS)	14
• Direction de la formation, de la culture et du sport (FCS)	14
• Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement (TEE)	14
6. 20250012 35e Fête fédérale de Musique (FFM) à Bienne / Crédit d'engagement	15
7. 20240122 NFFS – Nouveau système de gestion des cas / Crédits d'engagement	18
Motivation d'urgence de l'interpellation urgente, Sprenger Titus, Groupe Les Vert-e-s, « Renouvellement de l'autorisation d'exploiter pour les trottinettes électriques »	24
Motivation d'urgence de la motion urgente, Koller Levin, Groupe PS/JS, Moeschler Marie, Groupe PSR, Schiess Christophe, Groupe Les Vert-e-s, « Réserver dans les comptes annuels 2025 une partie de la dissolution des réserves pour la construction de logements par la Ville et pour la protection du climat »	25
8. 20250118 Prolongation du bail à loyer pour les locaux du Département des affaires sociales à la rue Alexander-Schöni 14 / Crédit d'engagement	25
9. 20250135 Rue Bubenbergr / Construction d'une nouvelle passerelle sur la Suze et réaménagement de l'arrêt de bus « Parc municipal » / Phase de réalisation / Crédit d'engagement	36

Mot de bienvenue

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Je vous souhaite la bienvenue à cette séance. Je vous invite à prendre prestement place puisque l'on a un menu assez pantagruélique qui nous attend. J'espère que vous ne serez pas aussi chauds que le climat pour une fois.

Sur vos tables vous trouverez les documents suivants :

- Pense-bête relatif au fonctionnement de vos appareils de vote.
- Proposition de renvoi du Groupe SP/JUSO, Point 8 de l'ordre du jour (Nr. 1)
- Proposition de renvoi du Groupe FDP, Point 9 de l'ordre du jour (Nr. 2)
- Proposition de renvoi des Groupes FDP et UDC, Point supplémentaire de l'ordre du jour (Nr. 3)
- Proposition de renvoi du Groupe UDC, Point supplémentaire de l'ordre du jour (Nr. 4)
- Proposition d'amendement du Groupe Les Vert e s, Point 13 de l'ordre du jour (Nr. 5)

À propos des amendements, le Secrétariat parlementaire vous demande de faire tout votre possible afin de transmettre vos éventuels amendements et/ou renvois au plus tard le mardi midi et en utilisant le modèle qui vous est toujours remis. Ceci afin de pouvoir assurer une traduction et une transmission rapide des documents.

Je tiens aussi à vous annoncer que Caroline Lehmann est absente ce soir car elle est devenue maman ce matin-même d'une petite fille. Nous lui transmettons tous nos vœux.

1. Approbation de l'ordre du jour

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Vous avez reçu l'information d'un point supplémentaire à l'ordre du jour qui sera traité en point 9.

Avec cette remarque, l'ordre du jour est approuvé tacitement.

2. Communications du Bureau du Conseil de ville

Aucune communication.

3. Communications de la Commission de surveillance

Aucune communication.

4. 20250042 Octroi de crédits supplémentaires à la charge des comptes annuels 2024

Rüber Stefan, Finanzkommission: Ein alljährliches Ritual: Ich bedanke mich im Namen der Finanzkommission für den Bericht und für den Informationsaustausch. Die Finanzkommission wünscht sich möglichst präzise Budgetwerte, weil die Notwendigkeit eines Nachkredits per Definition einer Abweichung des Budgets entspricht und die Budgetierung ist nicht immer genau, was die Liste der Nachkredite aufzeigt. Ich möchte nicht zu sehr ins Detail gehen, ich werde im Rahmen der Jahresrechnung noch über die Budgetierung sprechen. Es gibt einige Punkte auf der Liste, die gut erklärt werden können. Ich werde auf die zwei grossen Beträge eingehen, die über CHF 1 Mio. betragen.

Der erste Betrag betrifft die Finanzdirektion. Ein grosser Teil dieses Betrags geht auf eine Neubewertung zurück, die Ende 2023 stattgefunden hat, jedoch erst im Budget 2026 berücksichtigt wird. Und diese Neubewertung ist der Grund für die Abweichungen der veränderten GVB-Prämien. Und der zweite Betrag im Liegenschaftsaufwand ist darauf zurückzuführen, dass es schwierig ist, vorherzusehen, wann es zu einem Wechsel der MieterInnenschaft kommt. Bei einem Wechsel ist es logischerweise sinnvoll, sich zu überlegen, ob eine Wohnung saniert werden soll. Sinnvollerweise wurden offensichtlich mehr Investitionen, also Sanierungen gemacht.

Die Finanzkommission empfiehlt dem Stadtrat, diesen Nachkrediten in der Höhe von ca. CHF 6 Mio. zuzustimmen.

Suter Daniel, au nom du Groupe PRR : Dans l'ensemble, les crédits supplémentaires de la compétence du Conseil de ville qui nous sont soumis pour approbation nous apparaissent comme plausibles autant par leur ampleur que par les motifs invoqués. Font toutefois exception de ce constat les crédits environ 1.18 mio. fr. sollicités par le Département des Immeubles pour charge de biens et services et d'un peu plus d'1 mio. fr. du même département pour charge pour bien-fonds du patrimoine financier. D'une part, ces suppléments frappent par leur ampleur puisqu'ils font plus que doubler les montants prévus dans les groupes de matière respectifs de ce centre de coûts par le budget 2024. Par ailleurs, les explications fournies à leur sujet constituent un vrai défi pour les personnes non initiées. Nous avons soumis le problème à la Direction des finances qui nous a aimablement fourni une réponse circonstanciée. Cette réponse nous planche dans toute la complexité de la question.

En résumé, alors que le Canton procède à l'augmentation des valeurs officielles des immeubles depuis plusieurs années, l'adaptation des primes de l'AIB qui en découle reste manifestement difficile à prévoir. Le nécessaire pouvant toutefois être fait dès le budget 2026, c'est promis. Quant aux travaux de rénovation et de remplacement, le budget 2024 s'était semble-t-il orienté au plafond imposé par le projet Substance 2030. Son dépassement massif pouvant en partie être attribué au retard pris dans la réalisation des travaux suite par exemple de complications rencontrées dans le cadre de procédures d'octroi de permis de construire. Nous remercions encore la Direction des finances pour les réponses fournies et tout le travail accompli. L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit d'une part et en premier lieu de respecter la rigueur budgétaire, principe fondamental de la gestion des finances publiques et, d'autre part, de fournir les explications nécessaires de manière transparente.

Gloor Yannick, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ begrüsst, dass sich der Umfang der Budgetüberschreitungen im Vergleich zu den Vorjahren verringert hat. Das zeigt,

dass die Stadt Biel grundsätzlich realistisch budgetiert hat. Und trotzdem verbleibt ein kleiner Wermutstropfen: An verschiedenen Stellen wird ein Nachkredit von über CHF 1 Mio. beantragt. Bei einer solch beachtlichen Summe würden wir uns ein paar ergänzende Ausführungen im Geschäftsbericht erhoffen. So ist beispielsweise in Bezug auf die Kontonummer 313 «Dienstleistungen und Honorare» nicht nachvollziehbar, inwiefern die verzögerte Rechnungsstellung nicht vorhersehbar und entsprechend auch nicht budgetierbar war. Im Sinn der Transparenz wäre es in Zukunft wünschenswert, wenn ersichtlich wäre, in welchem Prozentsatz das Budget bei der jeweiligen Kostenstelle überschritten wurde. Im Ergebnis macht es einen beachtlichen Unterschied, ob es sich um eine Überschreitung im Vergleich der Gesamtsumme um 1% oder mehr handelt. Wie ich bereits zu Beginn angemerkt habe, die Budgetüberschreitungen sind in einem moderaten Rahmen geblieben und die Fraktion GLP Plus wird dem Geschäft zustimmen.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Laut unserer Stadtpräsidentin haben sich die Mieten in unserer Stadt in den letzten 10 Jahren um 30% erhöht. Immer mehr Familien und Armutsbetroffene haben Mühe, eine zahlbare Wohnung zu finden. Unsere Fraktion will eine soziale Stadt und deshalb sehen wir grossen Handlungsbedarf, der immer grösser und dringender wird. Um dieses Problem anzugehen, hat der Stadtrat vor zwei Jahren den Einstieg in den städtischen Wohnungsbau beschlossen und es ist klar, dass für die Ausarbeitung der Konzepte und für die Schaffung eines städtischen Wohnbaufonds Geld benötigt wird. Aus diesem Grund haben wir vor einem Jahr, anlässlich der Sitzung für die Jahresrechnung 2023 einen Vorstoss eingereicht, gerade weil es einen Zusammenhang hat. Mit diesem Vorstoss haben wir gefordert, dass ein Teil der Auflösung der Neubewertungsreserve in eine neu zu schaffende Spezialfinanzierung für den städtischen Wohnungsbau eingelegt werden soll. Dieser Vorstoss wurde Februar 2025 erheblich erklärt und dem Gemeinderat ein entsprechender Auftrag erteilt. Nun diskutieren wir die Nachkredite und die Jahresrechnung 2024 und stellen fest, dass dieser Auftrag nicht umgesetzt wurde. Es gibt keine Einlage in eine zu schaffende Spezialfinanzierung für den städtischen Wohnungsbau. Dieser Auftrag wurde nicht umgesetzt, der Finanzdirektor hat diesen Auftrag ignoriert und betreibt hier Arbeitsverweigerung.

Ganz ehrlich gesagt finde ich das zynisch: Die Mieten in unserer Stadt werden kontinuierlich erhöht, immer mehr Menschen haben es schwer, eine bezahlbare Wohnung zu finden und unser Finanzdirektor mit einem Lohn von CHF 200'000 sitzt in seinem Büro und blockiert jeden Schritt, um beim städtischen Wohnungsbau voranzukommen und Wohnraum zu schaffen, der langfristig bezahlbar bleibt. Die Fraktion SP/JUSO akzeptiert das nicht und wir sind nicht bereit, dieser Untätigkeit länger zuzuschauen. Eigentlich wollten wir einen Antrag stellen, um diese Arbeitsverweigerung durch den Stadtrat zu korrigieren. Leider mussten wir feststellen, dass es rechtlich nicht möglich ist, die Missachtung des Entscheids des Parlaments auf diesem Weg zu korrigieren. Deshalb reichen wir noch einmal einen Vorstoss ein, damit nächstes Jahr und in der nächsten Jahresrechnung dieses Geld für den städtischen Wohnungsbau reserviert und eine entsprechende Spezialfinanzierung geschaffen wird. Sollte die Motion überwiesen werden und der Finanzdirektor dies nächstes Jahr erneut nicht umsetzen wollen, muss der Gemeinderat dieses Getue stoppen und Massnahmen vorgeben, damit es endlich vorwärts geht. Ich möchte nächstes Jahr nicht noch einmal hier stehen und dasselbe sagen. Unsere Fraktion wird nun den Druck und die Gangart erhöhen und sollten wir feststellen, dass die Motion erheblich erklärt wurde, aber das Anliegen erneut nicht umgesetzt wird, dann werden wir prüfen, welche

rechtlichen Möglichkeiten und Schritte wir haben, damit dieser Arbeitsverweigerung ein Ende gesetzt werden kann. Wir werden die Nachkredite ablehnen, weil diese geforderten Einlagen nicht umgesetzt wurden und der Wille des Parlaments missachtet wurde.

Roquet Hervé, au nom du Groupe PSR : Je vais faire court car la plupart des arguments ont déjà été dits. Il s'agit d'une affaire de démocratie. En effet, il y a une motion qui a été acceptée par ce Parlement en février qui demandait que de l'argent soit rajouté dans les crédits pour un financement spécial des logements communaux. Cela n'a pas été fait. En l'état, le Groupe PSR ne peut accepter cet objet et c'est aussi la raison pour laquelle nous proposons de le rejeter.

Feurer Beat, Finanzdirektor: Vielen Dank für die kurze Diskussion und die Inputs. Ich möchte nur kurz auf Ihr Votum eingehen, Herr Koller: Sie greifen mich ganz persönlich an, da Sie offenbar besser wissen, was ich an meinem Bürotisch arbeite, als ich selbst. Ich will jetzt nicht darauf eingehen, aber ich erinnere daran, dass ich im Stadtrat bereits mehrere Male die operativen und monetären Überlegungen dargelegt habe, weshalb wir langsamer vorwärts kommen in dieser Thematik, als Sie sich das vielleicht wünschen. Scheinbar haben meine Erklärungen nichts bewirkt, deshalb wiederhole ich diese Argumente nicht. Ich schlage Ihnen vor, dass wir uns nach den Ferien einmal zu zweit treffen. Es gibt Dinge, die ich im Plenum nicht sagen kann, vielleicht hilft das weiter, dass wir uns zu zweit aussprechen. Und wenn Sie mir bei dieser Gelegenheit noch verraten können, welches Mikrofon und wo Sie die Videokamera in meinem Büro installiert haben, würde mich das dann auch noch interessieren...

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 19 mars 2025, vu l'art. 39, al. 2, let. b, du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

Les crédits supplémentaires suivants d'un montant total de 5'798'916 francs sont approuvés :

Compte n° 220.313, Immeubles de la Ville de Bienne	Fr.	1'118'764
Compte n° 220.315, Immeubles de la Ville de Bienne	Fr.	351'628
Compte n° 220.343, Immeubles de la Ville de Bienne	Fr.	1'026'938
Compte n° 300.313, État-major, Secrétariat de direction ASS	Fr.	185'981
Compte n° 320.313, Places de stationnement	Fr.	116'787
Compte n° 322.301, Sécurité publique, Services spéciaux	Fr.	372'162
Compte n° 437.313, Écoles à journée continue	Fr.	208'103
Compte n° 540.313, Constructions	Fr.	110'361
Compte n° 540.314, Constructions	Fr.	470'151
Compte n° 560.313, Infrastructures, Génie civil – nouv. constr.	Fr.	207'817
Compte n° 562.315, Infrastructures, atelier	Fr.	761'763
Total intermédiaire des crédits supplémentaires, compte gén.	Fr.	4'930'454

Compte n° 956.313, Enlèvement des ordures	Fr. 103'863
Compte n° 890.316, EMS Ried	Fr. 352'413
Compte n° 895.310 Cuisine de production Redern	Fr. 412'186
Total intermédiaire des crédits supplément., comptes spéciaux	Fr. 868'462
Total des crédits supplémentaires, compte global	Fr. 5'798'916

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Avant de passer au point suivant, j'aimerais saluer, sur la tribune, la présence de Madame Nadja Günthör. Je ne la salue pas uniquement en tant que députée au Grand Conseil bernois, mais surtout en tant que présidente du comité d'organisation de la fête fédérale de musique de Bienne.

5. 20250042 Comptes annuels 2024 (Rapport / Partie comptable)

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Je vous propose de procéder ainsi pour cet objet. Je donnerai d'abord la parole, bien évidemment pour la discussion générale, au président de la Commission des finances qui prévoit de s'exprimer uniquement sur la discussion générale et pas sur les différentes directions. J'invite les porte-parole des groupes à en faire autant, mais naturellement, on abordera ensuite la discussion malgré tout de manière formelle direction par direction.

• Discussion générale

Rüber Stefan, Finanzkommission: Der allgemeine Haushalt schliesst 2024 mit einem Ertragsüberschuss von CHF 6,46 Mio., die Sonderrechnungen mit einem Plus von CHF 80'000. Der betriebliche Aufwand des allgemeinen Haushalts beträgt CHF 423 Mio., der Ertrag CHF 396 Mio., das ergibt ein Betriebsergebnis von minus CHF 27 Mio. Rechnen wir den Finanzaufwand und -Ertrag dazu, erhalten wir ein operatives Ergebnis von minus CHF 5 Mio. Das ausserordentliche Ergebnis beläuft sich auf etwas über CHF 11 Mio. Franken. So viel zu den Zahlen. Die Finanzkommission bedankt sich für diesen ausführlichen Bericht, das Zahlenmaterial und den Austausch. Wie jedes Jahr können wir viel lernen, wenn wir diese Berichte eingehend studieren.

Wer nun die Rechnung mit dem Budget vergleicht, kommt zum Schluss, dass teilweise massive Abweichungen existieren und in der Summe liegt uns ein operatives Ergebnis vor, das mit minus CHF 5 Mio. um CHF 22 Mio. besser ausfällt als budgetiert. Wer die Zahlen im zeitlichen Vergleich analysiert, stellt fest, dass über die letzten Jahre seit der Pandemie eine Erholung stattgefunden hat. Seit 2020, dem Jahr der Corona-Pandemie, hat sich zum Beispiel der Selbstfinanzierungsgrad des allgemeinen Haushalts von rund 12% auf 77%, verbessert und entsprechend gering fiel auch die Neuverschuldung aus, die 2024 unter CHF 2 Mio. lag. Die global positive Einschätzung wird getrübt durch den Eindruck, dass es der Stadt Biel nicht gelingt, die nötigen

Investitionen zu tätigen. Ich möchte zuerst ein paar Punkte herausgreifen, die wir in der Finanzkommission diskutiert haben.

Ein Teil der Finanzkommission war sehr erstaunt darüber, dass der allgemeine Haushalt einen Ertragsüberschuss ausweist. Wir haben nachgefragt, wieso der Gemeinderat auf die Idee gekommen ist, so zu verfahren. Wir haben erfahren, dass es die Empfehlung gibt, im entsprechenden Bilanzposten «Bilanzüberschuss-Fehlbetrag» Eigenkapital in der Höhe von aktuell ungefähr 3 Steuerzehnteln einzulagern. Nach der Einlage von CHF 6,5 Mio. ist der Stand per Ende 2024 bei etwas mehr als CHF 11 Mio. Somit wurde das Geld nicht wie in den vergangenen Jahren in Spezialfinanzierungen eingelegt und reserviert für einen bestimmten Zweck.

In der Finanzkommission wurde noch intensiv über die Präzision des Budgets gesprochen resp. über die Abweichungen, die wir jedes Jahr feststellen können. Die Diskussion um die Nachkredite zeigt, dass es teilweise deutliche Abweichungen im Sachaufwand gibt. Betragsmässig stechen insbesondere die Abweichungen bei den Steuern ins Auge. Die Vorhersage der Unternehmenssteuern, wir haben das schon oft gehört, ist schwierig, vor allem, weil es auch ganz unterschiedliche Faktoren gibt, die eben auf die Höhe dieser Steuern einwirken. Gesetzesrevisionen können zum Beispiel eine Veränderung im Optimierungsverhalten nach sich ziehen, die Konjunktur spielt eine Rolle usw. Etwas einfacher jedoch sollte es bei den natürlichen Personen sein. Mit CHF 107,6 Mio. lag der budgetierte Steuerertrag für das Jahr 2024 schon CHF 1,5 Mio. unter dem Ertrag 2023. Im 2024 liegt der Ertrag nun beinahe CHF 6 Mio. über dem budgetierten Wert.

Eine möglichst präzise Budgetierung ist aus zwei Gründen wichtig: Erstens ist die Budgetdebatte der Moment, in welchem der Stadtrat entscheidet, was im kommenden Jahr finanziell möglich ist oder nicht. Obwohl die Abweichungen unter dem Strich in eine aus unserer Sicht positive Richtung gehen, ist die Unschärfe in der Budgetierung problematisch. Auf der Ebene des operativen Ergebnisses macht diese Ungenauigkeit 2024 mehr als 2 Steuerzehntel aus. Zweitens beeinflusst das Budget den Finanzplan und damit die längerfristige Perspektive, die wir jedes Jahr zur Kenntnis nehmen und die unsere Wahrnehmung der finanziellen Situation wesentlich mitprägt.

Die Finanzkommission beurteilt den Jahresabschluss 2024 grundsätzlich sehr positiv. Wir haben ein besseres Betriebsergebnis, ein besseres operatives Ergebnis und keine Entnahme aus der Spezialfinanzierung «Buchgewinne» zur Deckung eines Aufwandüberschusses, wie ursprünglich budgetiert. Jedoch wurde weniger investiert als geplant und das ist die Kehrseite und ein potenzielles Risiko für die zukünftige Entwicklung dieser Stadt. Dieses Risiko hat eine finanzielle Seite, nämlich dann, wenn Kosten in die Zukunft verschoben werden und deshalb unter dem Strich höher ausfallen. Mehr Investitionen hätten zur Konsequenz, dass der Bedarf an finanziellen Mitteln und die Abschreibungen höher ausfallen sowie der Selbstfinanzierungsgrad tiefer ausfällt.

Ein weiteres Risiko sieht die Kommission in der Ertragslage. Externe Faktoren können die Steuererträge von Unternehmen negativ beeinflussen. Auch die Konsequenzen einer Anpassung des kantonalen Finanz- und Lastenausgleichs können für die Stadt Biel negativ ausfallen. Die Finanzkommission ist deshalb zum Schluss gekommen, dass die Rechnung zwar im Vergleich zum Budget gut dasteht, andererseits sehen wir jedoch verschiedene Risiken: Externe Risiken wie Gesetze, Konjunktur, Zinsentwicklung sowie interne Risiken wie z.B. ungenügende Investitionen in die Infrastruktur der Stadt. Deshalb ist die Finanzkommission der Meinung, dass es wichtig ist, dass der Gemeinderat sich weiterhin Gedanken macht zur Verbesserung der

finanziellen Situation der Stadt. So wie es der Prozess seit mehr als zwei Jahren vorsieht und in dem Sinne, dass es um die Gewährleistung des Handlungsspielraums der Stadt in der nahen Zukunft geht, damit sich Biel weiterentwickeln kann.

Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO: Auf technischer Seite bedanken wir uns bei der Finanzdirektion für die Arbeit. Bei den Budgetabweichungen sind die Erklärungen nachvollziehbar und viele Entscheidungen sind einleuchtend, auch wenn wir im politischen Teil mit den getroffenen Entscheidungen weniger einverstanden sind, wie von Herrn Koller bereits erläutert. Folgendes ist uns zum Abschluss aufgefallen: Die Situation ist bei weitem nicht so schlimm, wie sie manchmal von bürgerlicher Seite dargestellt wird. Ein operatives Ergebnis von minus CHF 5 Mio. bei einem Gesamtbudget von CHF 445 Mio. entspricht einem Verlust von 1% und ist weit davon entfernt, Kürzungen im Rahmen von CHF 50 Mio. zu rechtfertigen, wie wir es immer wieder hören. Es ist uns weiterhin nicht klar, weshalb der Finanzdirektor letztes Jahr eine so realitätsferne Zahl ins Spiel gebracht hat.

Wenn die ausserordentlichen Effekte miteinbezogen werden, fällt das Ergebnis sogar positiv aus. Ebenso ist die Auswirkung der Massnahmen «Substance 2030» erkennbar, die wir als Vertrauensvorschuss im Prozess von «Substance 2030» bereits umgesetzt haben. Insgesamt sehen wir einmal mehr, dass viel zu pessimistisch budgetiert wurde, besonders die Steuereinnahmen wurden komplett unterschätzt. Es kann nicht sein, dass der Gemeinderat bei der jährlichen Vorstellung des Budgets Stimmung macht für Abbaupakete, welche sich am Schluss als nicht halb so nötig herausstellen.

Ich möchte aber noch auf folgende Punkte aufmerksam machen: Die Investitionen sind weiterhin viel zu tief. Es ist uns allen bekannt, dass die Infrastruktur jährlich wegbröckelt und gerade in den Jahren, in denen es die ausserordentlichen Effekte zulassen würden, wäre es wünschenswert, bei den Investitionen einen zusätzlichen Effort zu leisten oder zumindest das Geld für Investitionen auf die Seite zu legen. Je länger wir mit den Renovationsarbeiten zuwarten, desto teurer werden diese.

In den kommenden Jahren müssen wir diesen Investitionsrückstau im Kopf behalten, zumal die Zinsen wieder sehr tief sind und sich Investitionen voraussichtlich günstig finanzieren lassen, denn für ein soziales Biel ist eine gute Infrastruktur zentral. Weiter finden sich in der Rechnung hier und da Spuren einer strapazierten städtischen Belegschaft, Unterschreitung bei Lohnkosten wegen offenen Stellen zum einen und höhere externe Mandate wegen Kapazitätsengpässen zum anderen. Deshalb möchte ich hier im Namen der Fraktion SP/JUSO den städtischen Angestellten danken, dass sie unter diesen suboptimalen Bedingungen ihr Bestes geben und unsere Stadtverwaltung am Laufen halten. Und zuletzt möchte ich diese Debatte dafür nutzen, alle darauf hinzuweisen, dass die Einnahmen aus den Miet- und Baurechtsverträgen die Bedienung der Schulden bei weitem kompensiert und der Stadtkasse am Ende ein beachtlicher Betrag zugeführt wird. Dies als Gedächtnisstütze für diejenigen, welche mit dem Verkauf der städtischen Liegenschaften die Schulden abbauen möchten.

Bord Pascal, au nom du Groupe PRR : Un grand merci à la Direction des finances pour la qualité des rapports. Le résultat n'est pas mauvais, mais avec une perte opérationnelle de 5 millions par grand beau temps, on peut le qualifier de moins pire que le budget. La situation de déficit structurel reste. La Ville dépense plus qu'elle ne pourrait se le permettre, c'est un fait. Elle n'investit également pas assez pour entretenir son patrimoine immobilier, ce qui crée une dette virtuelle. La progression des impôts des personnes physiques est encourageante. Sans les résultats extraordinaires uniques dus à des recettes fiscales des personnes morales et celles résultant de la

vente d'un terrain, nous aurions une grande perte avec un accroissement de la dette. Ainsi, un assainissement de nos finances reste plus que jamais nécessaire.

Corbaz Catherine, au nom du Groupe Les Vert·e·s : Nous avons étudié les comptes et nous remercions le Département des finances pour son travail. Étudier, comprendre, contrôler, questionner les comptes d'une ville comme la Ville de Bienne, c'est peut-être une énigme pour certains, voire rébarbatif. Pour moi, voir les comptes d'une ville, cela me permet d'en apprendre beaucoup sur la vision et la politique de cette ville et comment elle prend en compte les besoins de ses habitants. Certes, cela ne dit pas tout. L'année 2024 s'est terminée avec un bénéfice de 6.5 mio. fr. C'est un signe positif, mais... Au sein de notre Groupe nous avons deux « mais » et deux points d'attention sur lesquels nous souhaitons que le Conseil municipal se concentre et plus particulièrement la Direction des finances.

Nous craignons que les besoins futurs de la population ne soient pas suffisamment pris en compte. En effet, le taux d'investissement de la Ville reste bas car on a atteint les trois quarts de ce qui était prévu. Il est nécessaire que ce taux reprenne des couleurs, si je puis m'exprimer ainsi, et augmente dans les prochaines années, car, si nous voulons que la Ville de Bienne reste attractive et bien équipée face aux défis, climatique notamment, c'est vraiment nécessaire. Nous observons aussi qu'avant l'introduction des comptes de financement spéciaux, le budget de la Ville était systématiquement en déficit. Planifier un budget de façon trop pessimiste peut être une stratégie délibérée. Cette tendance peut être inquiétante car elle renforce auprès de la population et des administrations l'idée qu'on n'a pas les moyens d'investir dans l'avenir. C'est pourquoi nous demandons au Conseil municipal de veiller à atteindre les objectifs des investissements dans les prochaines années et de trouver des solutions qui permettent d'avoir des justifications autres que les retards ou le manque de personnel. Sinon, bien sûr, nous sommes contents, mais nous resterons vigilants.

Schlup Katharina, Fraktion GLP+: Ein Schritt in die richtige Richtung, manchmal geht es einen zurück und dann wieder einen vor. Nun müssen aber weitere vorwärts folgen. So lässt sich die Diskussion der Fraktion GLP+ zur Jahresrechnung 2024 zusammenfassen. Positiv hervorheben möchten wir das Gesamtergebnis von plus CHF 6,46 Mio. Und noch wichtiger ist das operative Ergebnis von fast minus CHF 5 Mio. – das ist immerhin CHF 22 Mio. besser als budgetiert. Noch nicht ganz da, wo wir sein wollen, aber doch schon näher am Ziel, als erwartet. Nun müssen wir noch weitergehen auf dem Weg zu einem ausgeglichenen Resultat der operativen Tätigkeit. Weniger erfreulich, aber erwähnenswert: Die Schulden der Stadt Biel haben um knapp CHF 3 Mio. zugenommen. Das ist nicht so viel wie erwartet, aber doch eine Zunahme. Das sind ein paar Wegmarken der Jahresrechnung, die uns der Gemeinderat präsentiert hat und die wir zur Genehmigung empfehlen. Besten Dank an dieser Stelle für den ausführlichen Bericht.

Allerdings besteht die Stadt Biel nicht nur aus Excel-Sheets, Rechnungen und Tabellen, sondern vielmehr aus der Bevölkerung, den Strassen und Gebäuden und den Dienstleistungen, die von der Verwaltung erbracht werden. Das Rechnungsergebnis zeigt sowohl Budgetüberschreitungen als auch Budgetunterschreitungen. Einsparungen sind zwar grundsätzlich positiv, aber zu wenig investieren heisst auch, dass verschobene Vorhaben generell teurer werden, Einnahmen und die Qualität von Dienstleistungen tendenziell sinken und wenn es sich um Immobilien handelt, deren Wert auch sinkt. Das hat alles einen Einfluss auf zukünftige Jahresrechnungen. Der Gemeinderat hat den mit den Parteien festgehaltenen Investitionsrahmen im

allgemeinen Haushalt eingehalten. Das ist grundsätzlich positiv. Bei den Sonderrechnungen wurde der Investitionsrahmen stark unterschritten, um satte 93,5%, was CHF 37 Mio. entspricht.

Diesen Kosten werden wir wieder begegnen, vermutlich werden die Vorhaben eher teurer und nicht günstiger. Der tiefe Investitionsrahmen im allgemeinen Haushalt entspricht den jetzigen finanziellen Möglichkeiten der Stadt, aber nicht dem eigentlichen Bedarf. Es wäre bedeutend mehr Geld notwendig, um das Verwaltungs- und das Finanzvermögen zu erhalten und auszubauen. Umso wichtiger sind die Massnahmen zur Finanzsanierung, die zu gleichen Teilen eine Erhöhung der Steuereinnahmen wie auch Sparmassnahmen vorsehen. Die Fraktion GLP+ setzt dabei auf die offene und transparente Zusammenarbeit des Gemeinderates mit der Finanzkommission, um ein für alle Fraktionen tragbares Massnahmenpaket vorzuschlagen. Die Jahresrechnung zeigt, dass die Stadt Biel von der finanziellen Nachhaltigkeit noch ziemlich weit entfernt ist. Erst wenn wir genügend Investitionen tätigen können, um dringend notwendige Erneuerungen der Infrastruktur vorzunehmen, können wir auch den Namen «Stadt der Zukunft» mit Stolz tragen. Ansonsten bleiben wir eine Stadt der «Altvorderen», die auf Kosten der nachfolgenden Generationen lebt. Eine ausgeglichene operative Rechnung sowie über mehrere Jahre positive Gesamtergebnisse gehören genauso zum nachhaltigen Biel wie zum Beispiel die Massnahmen der Stadtklima-Initiative. So werden wir bzw. unsere Kinder mit gestärktem Eigenkapital nicht mehr vom Investitionsrückstand getrieben, sondern können freier entscheiden, wie wir den kommenden Herausforderungen vom Klimawandel – über demografische Entwicklungen bis hin zur Wirtschaftslage – begegnen möchten.

Maurer Stefan, Fraktion SVP: Die Fraktion SVP nimmt die Jahresrechnung 2024 zur Kenntnis und akzeptiert sie formell. Grund zur Freude besteht jedoch nicht, im Gegenteil: Trotz eines auf den ersten Blick positiven Ergebnisses hat sich die finanzielle Gesamtsituation der Stadt Biel nicht verbessert, sie hat sich sogar verschlechtert. Das Finanzvermögen ist um CHF 17 Mio. gesunken, das Verwaltungsvermögen um CHF 16 Mio. Gleichzeitig ist das Fremdkapital um CHF 3 Mio. gestiegen und das Eigenkapital hat um CHF 19 Mio. abgenommen. Diese Entwicklung ist alarmierend. Besonders besorgniserregend ist die unaufhaltsam wachsende Verschuldung. Die Stadt Biel nähert sich der Schuldenmarke von CHF 1 Mrd. Bereits bei einem Zinssatz von 1% entstehen jährliche Zinskosten von CHF 10 Mio., bei 2% verdoppelt sich dieser Betrag auf CHF 20 Mio. Diese Belastungen verschlingen wichtige Mittel, ohne dass ein konkreter Mehrwert für die Stadtbevölkerung geschaffen wird. Noch schwerer wiegt, dass diese Entwicklung in wirtschaftlich guten Zeiten stattfindet. Anstatt die günstige Konjunkturlage zu nutzen, um Schulden abzubauen, werden weiterhin neue Schulden aufgenommen.

Was geschieht, wenn die Rezession kommt? Erste Warnzeichen sind bereits da, das SECO hat die Konjunkturprognosen bereits nach unten korrigiert. Das positive Ergebnis der Jahresrechnung 2024 basiert nicht auf strukturellen Verbesserungen, sondern auf vorgeschobenen Investitionen und einmalig erhöhten Steuereinnahmen. Diese Scheinentlastung könnte sich rasch ins Gegenteil drehen. Sinkende Steuereinnahmen und aufgeschobener Investitionsbedarf, insbesondere bei städtischen Gebäuden, könnte die Rechnung bald belasten. Ein weiteres Risiko birgt der städtische Energieversorger ESB. Die Einnahmen zeigen eine sinkende Tendenz, während gleichzeitig ein erheblicher Investitionsbedarf in die Infrastruktur besteht. Die

Marchen im Energiemarkt stehen unter Druck und die gelieferte Energiemenge ist rückläufig, was mittelfristig zu weiteren Einnahmeausfällen führen könnte.

Die Fraktion SVP fordert deshalb dringend eine Rückbesinnung auf finanzpolitische Verantwortung. Ohne klare Massnahmen zur Haushaltskonsolidierung droht der Stadt der Verlust ihres Eigenkapitals und damit der faktische Verlust ihrer finanziellen Handlungsfähigkeit. Es braucht jetzt eine klare Kehrtwende: Sparsamkeit, Investitionsdisziplin und echte Priorisierung statt Schönfärberei.

Roquet Hervé, au nom du Groupe PSR : Les comptes 2024 de notre Ville se clôturent avec un excédent a priori réjouissant. Alors que l'on attendait, sur le compte global, un déficit de 0,78 mio. fr. Comme d'habitude, les comptes sont sensiblement meilleurs que le budget. Notre Groupe s'y habituerait volontiers. Finalement, cela serait une bonne surprise, si le budget n'était pas un instrument-clé de la politique financière de notre Ville et n'avait pas des conséquences concrètes et négatives sur l'Administration et le service public. Mais passons et revenons à ce résultat positif. Il s'explique principalement par une forte progression des revenus fiscaux, plus 18 mio. fr., avec une hausse significative des recettes issues tant des personnes physiques, plus 5.7 mio. fr., que morales plus 4.6. mio. fr. ainsi que des impôts immobiliers en hausse, plus 8 mio. fr.

Il faut le dire simplement, notre Ville ne se porte pas trop mal. J'ai presque envie de dire que la situation est bonne quand je vois ces chiffres. À cela s'ajoutent des revenus financiers largement au-dessus des prévisions. Ceci, en particulier grâce aux rentes des droits de superficie et aux bénéfices venant du patrimoine immobilier de notre Ville. Mais ces chiffres plutôt bons ne doivent pas masquer une fragilité structurelle et un sous-investissement chronique. L'indicateur de la quotité d'investissements reste dans le rouge, il s'est même détérioré pour s'établir à 7,15%. C'est le chiffre du compte global. Ceci n'est pas durable et risque de générer des charges extraordinaires d'entretien sur le long-terme que nous voulons éviter.

Ce sous-investissement chronique est préoccupant et c'est la raison principale pour laquelle un assainissement financier reste malheureusement nécessaire afin de redonner à notre Ville les moyens d'entretenir son patrimoine et de le développer pour les générations futures. Enfin, nous voulons attirer l'attention sur un point important, les attributions au préfinancement ont été importantes cette année encore, plus de 20 mio. fr. pour le compte global. La part de ces montants qui ne sont pas pré-affectés à des projets concrets doit impérativement être mobilisée pour financer les investissements urgents, en particulier le patrimoine de la Ville, la transition énergétique, les infrastructures sociales ou la mise sur pied d'instruments financiers d'une politique de logement. Conclusion, oui, le résultat des comptes 2024 montre que les finances de notre Ville ne sont pas roses, elles ne sont pas non plus catastrophiques. Le besoin d'assainissement reste nécessaire et nous espérons que le travail au sein de la Commission des finances pourra amener ce Parlement à trouver une solution qui fasse majorité et consensus. Notre Groupe vous remercie pour l'acceptation des comptes 2024.

Sutter Andreas, Fraktion FDP: Da alle Zahlen schon auf dem Tisch sind, verzichte ich darauf, alles noch einmal zu wiederholen. Die Fraktion FDP ist froh, dass eingesehen wurde, dass nach wie vor ein gewisser Sanierungsbedarf besteht. Trotz des erfreulich positiven Resultats, welches jetzt diese Rechnung ausweist, ist bereits darauf hingewiesen worden, wo eigentlich der Schuh drückt. Wir können mit Eigenmitteln die notwendigen Investitionen nicht finanzieren. Jetzt möchten wir beim

Finanzierungsbedarf der Investitionen klar eine Zweiteilung vornehmen. Das, was wir nicht ganz stemmen – es waren rund CHF 34 Mio. letztes Jahr, dieses Jahr sind es knapp CHF 30 Mio., budgetiert waren CHF 39 Mio. – diese rund CHF 30 Mio. würden nicht einmal die Werterhaltung des heutigen Bestands garantieren. Und das hat einen anderen Charakter als eine echte Investition. In seiner Zeit hat Hans Stöckli immer von Sparen und Investieren gesprochen. Von diesem Ziel sind wir weit entfernt. Und sollte irgendwann einmal mit Wohnungsbau zusätzliche städtische Einnahmen generiert werden wollen, dann müssten wir die Einnahmen noch massiv erhöhen und Mittel der zweiten Kategorie generieren. Das heisst wir müssten «echte» zusätzliche Investitionen tätigen. Wir müssten zusätzlichen Landerwerb finanzieren und nicht nur in den Tiefbau investieren für Brücken usw., sondern auch in den Hochbau, damit Wohnungen zur Verfügung gestellt werden können.

Vom Ziel, echte Investitionen mit eigenen Mitteln zu tätigen, sind wir noch weit entfernt. Trotzdem gibt es keinen Grund zur Panik, sondern wir können einigermaßen ruhig planen, wie wir diese Ziele erreichen wollen. Ich bin gespannt, wie wir in der Finanzkommission weiter verfahren, sowohl auf der Sparseite wie auch bei der Steuererhöhung. Wir benötigen eine gewisse Akzeptanz vom Volk, denn es kann nicht beliebig gespart werden, sonst ist der Service Public nicht mehr gewährleistet. Auch können die Steuern nicht masslos erhöht werden, um den zusätzlichen Investitionsbedarf zu decken.

Rüber Stefan, Finanzkommission: Ich glaube, nach den letzten 20 Minuten konnten sich alle Kritiker überzeugen, dass wir extrem viel Spass haben an unseren Sitzungen der Finanzkommission. *(Gelächter)*

Feurer Beat, Finanzdirektor: Diese Diskussion zeichnet sich jedes Jahr ab und eigentlich kann ich dieselbe Antwort geben wie jedes Jahr. Wir könnten sie aufnehmen und im Jahr darauf nur «play» drücken. Dann könnten wir alle ins Restaurant essen gehen und die Diskussion einfach abspielen. Aber das ist vielleicht ein bisschen sehr pauschal ausgedrückt. Insgesamt finde ich die Diskussion gut. Es wurden verschiedene Überlegungen gemacht, die bedenkenswert sind. Die Überlegung der Fraktion SP/JUSO verstehe ich nicht: Sie wünschen sich, dass wir mehr Geld für Investitionen zurückstellen, vielleicht könnten Sie nachher erläutern, was Ihre Idee oder Überlegung ist. Denn ich denke nicht, dass Sie von normalen Rückstellungen sprechen, aber wir können dies ja noch kurz anschauen.

Es wurde richtig erläutert, dass die Stadt Biel einen sehr hohen, sehr guten Finanzertrag aus dem Finanzvermögen hat. Wir liegen in den letzten Jahren im Durchschnitt bei 5,92%, das ist eine sehr hohe Bruttorendite, was in den Konti «Finanzaufwand» und «Finanzertrag» abgebildet wird. Der Ertrag ergibt sich nicht schwergewichtig aus den Mietzinseinnahmen, sondern aus den Baurechtszinserträgen. Die Stadt Biel hat einen hohen Anteil an Landeigentum mit Baurechtabgaben mit sehr hohem Ertrag und relativ wenig Aufwand. Das führt dazu, dass wir mit 5,92% effektiv auch im Vergleich mit anderen Städten sehr gut positioniert sind und mit dem Resultat durchaus zufrieden sein können.

Bezüglich der Plangenaugkeit gibt es interstädtische Vergleiche hinsichtlich der Abweichungen. Der Durchschnitt der Abweichungen der Vergleichsstädte liegt bei 3,37%. Die Stadt Biel ist mit 2,69% unter dem Durchschnitt. Das heisst nicht, dass die Plangenaugkeit nicht verbessert werden kann, aber wir können sagen, dass die Stadt Biel im interstädtischen Vergleich überdurchschnittlich gut dasteht

Zum Thema «Unterhalt der Liegenschaften» hat der Gemeinderat dieselbe Haltung wie der Stadtrat. Effektiv investiert die Stadt in diesem Bereich noch nicht genug, obwohl wir uns in den letzten Jahren verbessert haben. Dieses Jahr ist noch eine Steigerung vorgesehen in diesem Bereich, was auch im Finanzplan ersichtlich ist. Der Wille, schrittweise weiterzugehen, ist da, aber zum Teil erreichen wir die geplanten Werte nicht immer. Deshalb nicht, weil es zum Teil nicht so einfach ist, Fachleute auf dem Arbeitsmarkt zu finden, die uns die entsprechenden Kapazitäten zur Verfügung stellen. Merci für das sehr differenzierte Votum von Herrn Roquet, Sie haben das sehr gut geschildert. Es ist nicht so, dass die Finanzen der Stadt Biel rosarot sind, aber sie sind auch nicht katastrophal. Ich denke, dieses Votum zeigt sicher, dass wir im Moment in einem differenzierten Stadium stehen. Wir können uns nicht über den Abschluss beklagen, aber wir können auch keine Luftsprünge machen. Wir haben ein Finanzierungsproblem, vor allem bezüglich Investitionen, die wir wegen der ungenügenden Selbstfinanzierung im Moment aufschieben müssen und das ist eine Herausforderung. Aber wir werden im Rahmen des Budgets wieder darüber diskutieren und auch bei der im November vorgesehenen Finanzhaushaltsanierung.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Je pars du principe que la discussion générale est close et que nous pouvons aborder d'éventuelles discussions sur les différentes directions. Je rappelle que la Commission des finances ne souhaite plus s'exprimer.

- **Mairie (MAI)**

Aucune discussion souhaitée.

- **Direction des finances (DFI)**

Aucune discussion souhaitée.

- **Direction de l'action sociale et de la sécurité (DSS)**

Aucune discussion souhaitée.

- **Direction de la formation, de la culture et du sport (FCS)**

Aucune discussion souhaitée.

- **Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement (TEE)**

Aucune discussion souhaitée.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 19 mars 2025, vu l'art. 44, al. 2, let. c, du Règlement de la Ville de Bienne du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** :

1. Il approuve les comptes annuels 2024.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

6. 20250012 35e Fête fédérale de Musique (FFM) à Bienne / Crédit d'engagement

Benz Raphael, Aufsichtskommission: Ich kann schon einmal sagen, zur Freude der Galerie sicher, die Aufsichtskommission steht hinter dem Verpflichtungskredit. Was sehr positiv ist, dass die Gebühren und der Service transparent verrechnet werden. Es ist die Zusammenarbeit mit lokalen Partnern geplant, wie zum Beispiel der Bauernmärit des Nidaugasse-Leist. Und es gibt natürlich eine Riesenausstrahlung für die ganze Stadt Biel in der ganzen Schweiz.

Müller Bernhard, Fraktion SVP: Ich freue mich, im Namen der SVP die Durchführung des Festes zu unterstützen und zu empfehlen. Trotz der schlechten Finanzlage in Biel sind wir der Meinung, dass dieser kulturelle Spitzenanlass des eidgenössischen Musikfestes den Namen unserer Stadt sehr weit positiv herausragen wird. Zudem ist noch zu erwähnen, dass das Organisationskomitee eine sehr vielversprechende Präsidentin und Vizepräsidentin hat. Also ich glaube, wir sind hier vertrauenswürdig vertreten.

Wenn Sie mir eine private Ausführung erlauben: Mein Vater war im Organisationskomitee des letzten Musikfestes, welches im Kongresshaus ausgetragen wurde. Es war ein Riesenerfolg und benötigte keinen so hohen Verpflichtungskredit, da es hauptsächlich selbsttragend und mit Zuschüssen von Schweizerischen Vereinen durchgeführt wurde. Das wird eine Riesensache für Biel und ist gleichbedeutend mit anderen grossen Austragungen in unserer Eidgenossenschaft.

Gerber Andreas, Fraktion FDP: Die Herren Benz und Müller haben schon vieles gesagt, was uns auch wichtig ist. Unsere Fraktion ist einstimmig für das Geschäft. Wir sehen in diesem Anlass etwas, das wir in die ganze Schweiz ausstrahlen können und empfinden auch die finanziellen Aufwände, die wir betreiben, verantwortungsvoll. Entsprechend wird auch die Privatindustrie davon profitieren können, was wieder Steuergelder generieren wird. Wir finden das eine tolle Sache und stehen 100% dahinter.

Stöcker Manuel, Fraktion Grüne: Ich halte mich kurz, das Meiste wurde bereits gesagt. Ich bin gespannt auf diesen Anlass nächstes Jahr. Die Fraktion Grüne ist dafür, dass dieser Anlass stattfindet. Er hat eine grosse Ausstrahlung und bringt auch Menschen nach Biel, die vielleicht nicht automatisch hierhergefunden hätten. Und das bringt als sekundären Effekt einen Imagegewinn. Das ist super. Die Menschen werden

eine gute Zeit haben und die Bieler Bevölkerung kann sich mit einer Kultur vertraut machen, die sie, und auch ich, bisher noch nicht kannte. Das ist nur positiv zu werten, ich finde es genial, die Kosten halten sich in Grenzen und ja, ich freue mich darauf.

Burri Rahel, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO unterstützt das Geschäft des Gemeinderats. Wir erkennen das grosse Potenzial dieses Anlasses für Biel, für die Bevölkerung und für das gesellschaftliche Miteinander. Das Motto des Festes «Musik verbindet» ist mehr als ein schöner Slogan. Es steht für das, was unsere Stadt auszeichnet: Vielfalt, Offenheit und Solidarität. Das Musikfest verspricht Menschen unterschiedlicher Herkunft, Generationen und Interessen zusammenzubringen. Nicht nur Musikfans, auch PassantInnen, Familien, Neugierige sollen angesprochen werden. So wird Biel für ein paar Tage zur Musikstadt und zur Begegnungsstadt. Wir begrüßen besonders, dass ein grosses und niederschwelliges Rahmenprogramm geplant ist und dass die Organisatoren die Diversität unserer Bevölkerung aktiv miteinbeziehen wollen.

Wichtig jedoch ist zu betonen, wir unterstützen keine Eventförderung auf Kosten anderer Kulturprojekte. Deshalb ist für uns klar, die Subventionen für die lokale Kulturszene dürfen durch diesen Anlass nicht geschmälert werden. Das Eidgenössische Musikfest darf ein zusätzliches Highlight sein, kein Ersatz. Wir begrüßen deshalb, dass der beantragte Betrag als «à fonds perdu»-Beitrag gesprochen werden soll und anschliessend die Leistungen der Stadt verrechnet werden. Das Eidgenössische Musikfest ist eine einmalige Chance für Biel: kulturell, sozial und wirtschaftlich. Wir wollen, dass dieses Anliegen gelingt für alle Menschen in Biel. Deshalb stimmen wir dem Kredit zu mit der klaren Erwartung, dass die Organisation transparent erfolgt, dass die lokale Kulturförderung nicht leidet und dass der Anlass im Geiste von Vielfalt und dem Motto «Musik verbindet» gestaltet wird.

Stolz Joseline, au nom du Groupe PSR : Nous avons pris connaissance de la demande d'approbation du crédit d'engagement de CHF 401'000 fr. pour l'organisation de la fête fédérale de la musique à Bienne sous le slogan « Ensemble, vibrons pour la musique », accompagnée d'une grande fête populaire. La musique à vent est un élément essentiel du patrimoine et des traditions suisses. Cet événement d'envergure nationale demande une organisation minutieuse et le temps à disposition est très court. En effet, Bienne sera la ville haute de la 35e édition de cette fête fédérale de musique du 14 au 17 mai 2026. J'imagine que l'Administration va être extrêmement sollicitée et j'espère en outre qu'elle ne va pas crouler sous la pression.

Un tel événement va attirer de nombreux musiciens et fanfares, mais aussi des spectatrices et des spectateurs qui n'hésiteront pas à faire le déplacement jusqu'à Bienne pour participer à cette fête. Par conséquent, cet événement va générer une plus-value certaine pour les hôtels, les restaurants, le tourisme et l'économie locale, une belle vitrine pour la Ville de Bienne et sa région. Le rapport détaille l'organisation qui semble avoir pris en compte toutes les conditions et les contraintes ainsi que les conditions financières pour que cet événement se passe dans de bonnes conditions. On peut ainsi être assuré que la musique et la fête seront bien présentes au mois de mai 2026 pour qu'ensemble, nous allons vibrer pour la musique dans un esprit solidaire, espérons-le. Notre Groupe approuve ce crédit d'engagement,

Bord Pascal, au nom du Groupe PRR : Nous soutenons unanimement ce crédit d'engagement. Cette fête est une occasion unique de montrer notre Ville à toute la Suisse, profitons-en. Nous souhaitons également, pour une fois, soutenir la culture

populaire avec un large public. Nous souhaitons plein succès au comité d'organisation et vous remercions de soutenir cette demande de crédit.

Francescutto Luca, UDC : Je trouve personnellement que ce sera un très bel événement et qu'il faut soutenir la Ville pour son organisation. Je ne vais pas répéter tout le positif qui a déjà été dit sur cet événement mais je tiens à dire que je les partage. Cependant, pour la fête de l'Eurovision qui s'est tenue à Bâle, j'ai passé une semaine sur place à travailler. J'ai pu voir derrière toute l'organisation que ça a donné même si ce n'est pas un événement comparable. Toutefois, je vois vraiment réellement un problème que personne n'a voulu soulever ici, qui est le trafic routier, donc les bouchons. Je rappelle que tous les jours, on peut voir des colonnes de voitures entre Alfermée et l'entrée de Bienne se créer.

Pour la Fête fédérale de musique, on sait déjà que les travaux de la Place Centrale ne seront pas terminés. On sait aussi que tout le public ne se déplacera pas uniquement en transports publics même si, personnellement, pour un tel événement je ne comprends pas que l'on préfère y venir en voiture. Que va-t-il donc se passer en Ville de Bienne, à ce moment-là ? Il faut relever qu'à l'heure actuelle, la situation est intenable avec le trafic routier. Il est primordial de mettre des mesures en place afin que le flux supplémentaire de véhicule engendré par cette fête soit géré et régulé au mieux. J'espère que le comité d'organisation de cette fête et le Conseil municipal y ont déjà pensé et trouvé des solutions.

Schlup Nina, JUSO: Es freut mich sehr, dass es so viele positive Reaktionen gibt. Aber liebe Bürgerliche, das ist ja ganz schön scheinheilig. Bei einer Kulturausgabe für traditionelle hochschweizerische Kultur seid ihr plötzlich Feuer und Flamme, aber bei Kultursubventionen für die Bieler Kulturbetriebe wird jeder Rappen dreimal umgedreht und am Schluss sind Sie aus Prinzip sowieso dagegen. Ganz nach dem Motto Kultur ist überflüssig, Subventionen sind verschwendetes Geld und jeder soll für sich alleine schauen, ausser es geht um das Vaterland oder irgendwie so. Das ist nicht fair der Bieler Kultur und der alternativen Kultur gegenüber. Ihr sagt, dieser Kulturanlass stärkt das Bild von Biel positiv. Ich sage, die Bieler Kultur stärkt das Image von Biel positiv, macht unsere Stadt lebhaft und noch vieles mehr.

Ich bin für diese Subventionen, aber ich sage es noch einmal, es ist unglaublich wichtig, dass diese Subventionen nicht das Geld, das für die Bieler Kultur zur Verfügung steht, schmälern. Ich erwarte von allen, die diesen Anlass hier unterstützen wollen, dass sie sich auch für die Bieler Kultur einsetzen, und zwar mit der gleichen Überzeugung. Und Herr Francescutto, wenn Sie sagen, dass mit dem Auto nach Biel kommen einfacher ist als mit dem ÖV, dann ist das für uns ein Argument mehr, warum der ÖV gestärkt werden muss.

Gonzalez Vidal Bassi Glenda, Maire : Je tiens à vous remercier pour la bonne acceptation de ce dossier et aussi pour votre enthousiasme à soutenir cet événement. J'aimerais préciser quelques points qui n'ont peut-être pas été suffisamment clarifiés ou qui ne l'étaient pas au moment de l'écriture de ce rapport. Il est hors de question que la Fête fédérale de musique soit un « Ersatz » à toute autre activité culturelle. Il est évident que si on soutient par ce crédit la Fête fédérale de musique, aucune autre activité dans le cadre du Service de la culture et du budget de la culture ne sera réduite. Ce n'est pas l'idée de faire des vases communicants. Je salue toutefois effectivement la diversité et la multiculturalité et cette fête qui a aussi sa place à Bienne

Cette fête va fédérer les personnes au-delà de la ville de Bienne. Notre Ville se situe dans une région charnière entre le Jura bernois et le Seeland. La musique à vent est justement un élément fédérateur dans ces populations. Je trouve donc assez fantastique que cela se passe à Bienne. Concernant les diversités de cultures, la Fête fédérale de la musique, à travers son comité d'organisation, envisage des collaborations, notamment avec la Coupole. C'est aussi l'occasion de mélanger les divers types de cultures. Concernant la question de mobilité, Monsieur Francescutto, je vous rassure, le comité d'organisation y a pensé. Il s'agit probablement de l'un des premiers points sensibles et il est prévu un concept de mobilité assez poussé avec, entre autres, des collaborations avec les transports publics biennois, les CFF et même avec la société de navigation.

Un concept a vraiment été pensé et élaboré afin de permettre de désengorger le centre-ville de la circulation, notamment avec la mise en place de navettes régulières. Nous espérons tout comme vous, sur la cohérence du comportement des gens qui viendront à cette fête. Toutefois, il est clair que les musiciens ne peuvent pas se déplacer avec les transports publics parce qu'ils transportent des instruments qui sont lourds. Des cars sont donc prévus afin de pouvoir transporter ces personnes sur les lieux. Pour terminer, je tiens à vous informer que le comité d'organisation va, dès cet été, se mettre à la recherche active de bénévoles pour assurer le bon déroulement de cet événement. Si le cœur vous en dit, je ne peux que vous inviter à venir aider en tant que bénévole. On ne peut que trop rappeler qu'aucun événement d'une telle envergure ne peut avoir lieu sans les bénévoles.

Je vous remercie de suivre la proposition du Conseil municipal.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 7 mai 2025, vu l'art. 44, al. 2, let. a, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** :

1. Il approuve un crédit d'engagement no 363600000.10000 (ordre interne 10093) à la charge du compte de résultats d'un total de 401 000 francs (2025 : 200 000 francs ; 2026 : 201 000francs) pour les années 2025 et 2026.
2. Le Conseil municipal est chargé de l'exécution.

7. 20240122 NFFS – Nouveau système de gestion des cas / Crédits d'engagement

Sprenger Titus, Aufsichtskommission: Wir danken dem Gemeinderat und der Verwaltung für ihren Bericht und die Beantwortung unserer Fragen. Allein das Alter der bisherigen Anwendung unterstreicht den Bedarf nach einem neuen System. Es stellt sich demnach auch nicht die Frage nach dem ob, sondern vielmehr nach dem wie. Dass für eine neue Lösung so weit wie möglich auch Synergien, Vereinfachungen und Effizienzsteigerungen gesucht werden, wird heutzutage quasi als Grundanforderung erwartet. In diesem Sinne ist es stimmig, dass gemeinsam eine Lösung gesucht wird, also mehrere Träger der öffentlichen Hand zusammenspannen. Schliesslich gehört es

ebenso zu den unausgesprochenen Grundanforderungen, eine möglichst günstige Lösung umzusetzen und erst recht, wenn mehrere Träger der öffentlichen Hand den gleichen gesetzlichen Auftrag erfüllen sollen. Offen ist vielmehr das wie.

Wenn der Kanton ein System bestellt und dessen Nutzung schliesslich den Gemeinden verordnet, dann wirkt dieser Top-Down-Ansatz nicht nur veraltet, sondern er stellt die bisher in diesem Fallführungsbereich vorhandene Gemeindeautonomie infrage. Die Gemeinden hätten sich auch zusammentun und gemeinsam eine neue Lösung entwickeln und zulassen können. Dass aber ausgerechnet der Verband Bernischer Gemeinden, dessen Zweck die Wahrung der Gemeindeautonomie beinhaltet, vom Kanton eine Lösung erwartet, überrascht und lässt in der Folge den Anspruch für eine vom Kanton autonome Lösung im Keim ersticken. Darüber hinaus haben wir auch Bedenken hinsichtlich des Datenschutzes geäussert, schliesslich sollen rege Daten unter Behörden ausgetauscht werden, was durchaus zu einem «*gläsernen Klienten*» führen kann. Welche Daten von wo nach wo ausgetauscht werden, konnte oder wollte uns dennoch niemand sagen. Unser Datenschutzbeauftragter liess uns jedoch wissen, dass die kantonale Datenschutzaufsichtsbehörde alle notwendigen datenschutzrechtlichen Abklärungen vorgenommen hat oder noch vornehmen wird.

Trotz den zuvor genannten Bedenken stimmte die Mehrheit der Kommissionsmitglieder mit einer Enthaltung und einem leichten Zähneknirschen dem Geschäft zu.

Schüpbach Manuel, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne unterstützt das Geschäft zur Einführung des neuen Fallführungssystems. Es ist so, wir haben kantonale Vorgaben, die wir umsetzen müssen. Wir schaffen damit ein einheitliches, digitales System für die Sozialhilfe, für den Kindes- und Erwachsenenschutz sowie die Arbeitsintegration. Durch die aktive Mitgestaltung, die der Gemeinderat vorschlägt, kann Biel sicherstellen, dass die städtischen Anforderungen auch abgebildet resp. zusätzlich abgebildet werden, und die Fachstellen damit ein optimales Werkzeug erhalten. Eine passive Teilnahme würde hingegen bedeuten, dass wir funktionelle Lücken in Kauf nehmen würden und dies auch negative Auswirkungen auf die Effizienz und die Servicequalität hätte.

Die beantragten Verpflichtungskredite erscheinen aus diesem Grund zweckmässig und verhältnismässig. Mit dem künftigen Betrieb über den Kanton bzw. die BEDAG und der damit verbundenen Kostenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden ist gegenüber dem heutigen Zeitpunkt mit weitaus tieferen Betriebskosten zu rechnen, was ein wichtiger Punkt darstellt. Gleichzeitig können wir auch die Qualität der Leistungen zugunsten der KlientInnen der Sozialhilfe, dem EKS und der FAI verbessern. Ein wichtiger Punkt ist für uns natürlich auch, dass die zu erwartenden Effizienzgewinne nicht zu einem Stellenabbau führen, sondern tatsächlich auch den KlientInnen zugutekommen. Das wurde vom Gemeinderat auch schriftlich per Mail noch bestätigt und entspricht in dem Sinne unserer Vorstellung einer sozial verantwortungsvollen und digitalen Verwaltung. In diesem Sinne stimmen wir dem Geschäft zu.

Boly Kady, au nom du Groupe PSR : Nous avons bien pris connaissance du projet de nouveau système de gestion des cas. Ce projet qui nous est imposé par le Canton et que nous n'avons pas d'autre choix que d'accepter permettra tout de même la standardisation des systèmes d'information et de traitement des demandes des services de l'action sociale et de la sécurité dans toutes les communes du Canton. Ceci est à saluer, car un système identique facilite le traitement de demandes et apporte de la transparence dans la communication. Notre groupe parlementaire a ici déjà critiqué les lenteurs et les dysfonctionnements dans ce service. Nous ne pouvons donc que

saluer un système améliorant les processus et l'efficacité dans le travail. Nous acceptons donc le projet en grande majorité. Cependant, les points suivants méritent d'être mentionnés. Nous commençons par le nom du système ou du projet « système de gestion des cas. ». Les personnes qui s'adressent à l'Administration ne sont pas des cas. Elles ont des demandes, des besoins d'informations, des besoins de services de l'Administration. N'est-il pas possible de trouver des noms plus adéquats comme système de gestion ou d'optimisation des services de l'action sociale et de la sécurité ? Des appels à proposition peuvent aussi être faits pour trouver des noms plus adéquats. Ensuite, le coût du projet car c'est un projet voulu par le Canton et qui a une envergure cantonale. Nous pensons que le Canton pourrait assumer tous les coûts du projet en dehors des salaires des collaborateurs de l'Administration qui sont impliqués dans le projet et encore plus pour les petites communes qui se trouvent dans de grandes difficultés financières.

Ce projet est une nouvelle occasion pour rappeler l'importance de garantir l'inclusion dans tous les systèmes informatiques de l'Administration. Ainsi, la Ville, les mandants ou le comité de pilotage des nouveaux systèmes qui seront introduits doivent exiger et insister sur la nécessité que ces systèmes permettent la saisie et la reconnaissance de tous les genres reconnus par la loi. Nous savons bien que les géants informatiques ne sont pas toujours favorables à ces adaptations, mais c'est seulement en insistant sur la question que nous obtiendrons un changement. Ce n'est pas normal, aujourd'hui, d'avoir des systèmes qui ne reconnaissent que les genres masculins et féminins. D'ailleurs, l'Administration fait les efforts nécessaires pour utiliser le langage inclusif dans ces textes officiels. Il faut continuer pour les systèmes informatiques si besoin, s'organiser avec d'autres clients. Enfin, dernier point, la répercussion sur le climat. On ne peut pas dire qu'il y a une amélioration en faveur du climat, car les trafics réseaux seront plus grands, ce qui est aussi consommateur en énergie et en ressources.

Wassmann Leona, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO unterstützt die Einführung des neuen Fallführungssystems und insbesondere die geplante Umsetzungsstrategie. Wir begrüßen es sehr, dass Biel sich von Anfang an aktiv eingebracht hat, damit das System auch den Anforderungen unserer städtischen Sozialabteilungen gerecht wird. Ein modernes digitales System bringt langfristig klare Vorteile, insbesondere eine Entlastung der Fachkräfte, denn wenn nicht jedes Dokument manuell gesucht oder doppelt erfasst werden muss, bleibt mehr Zeit für das, was wirklich zählt: die Menschen, die Unterstützung brauchen. Gerade jetzt, wo der Fachkräftemangel in vielen Abteilungen Realität ist, braucht es ein System, das gut bedienbar ist und Abläufe vereinfacht. So besteht mehr Zeit für Beratungen, Beziehungsarbeit und sorgfältige Abklärungen, besonders angesichts der immer komplexeren Lebenssituationen vieler Klientinnen und Klienten. Damit diese Umstellung nicht zu einer zusätzlichen Überlastung führt, unterstützen wir die vorgeschlagene Übergangsstrategie.

Professionelle Schulungen und gezielte Entlastungen während der Einführung sind dringend nötig, denn schlechte Arbeitsbedingungen dürfen nicht dazu führen, dass viele Menschen in Not noch länger auf Hilfe warten müssen oder sich ihre Situation sogar weiter verschärft. Wir möchten aber auch zwei Punkte kritisch ansprechen: Erstens haben wir Bedenken bezüglich des Datenschutzes. Wir sehen die Gefahr einer verstärkten Kontrollausübung und damit negative Auswirkungen auf Menschen, die auf Unterstützung angewiesen sind. Beispielsweise haben bereits heute viele Menschen ohne Schweizer Pass Angst, Sozialhilfe zu beziehen, da sie Nachteile erfahren. Diese Situation darf sich keinesfalls verschärfen. Deshalb muss das Datenschutzgesetz

unbedingt eingehalten werden. Die zentrale Speicherung sensibler Daten in einem vom Kanton betriebenen System muss mit höchster Sorgfalt sowie klar geregelten eingeschränkten Zugriffsrechten erfolgen. Und wir erwarten, dass sich der Gemeinderat dafür einsetzt. Zweitens ist für uns unverständlich, dass Biel die Umsetzung finanziell mittragen muss, obwohl die Einführung kantonally vorgeschrieben ist.

Der Kanton darf seine Verantwortung nicht einfach abwälzen. Trotz dieser Kritikpunkte befürworten wir die Kreditfreigabe und rufen Sie dazu auf, gemeinsam mit der Fraktion SP/JUSO dem Antrag zuzustimmen. Für starke soziale Abteilungen, bessere Arbeitsbedingungen und für unsere Stadt, die sich um Menschen kümmert.

Augsburger Dana, PdA: Meine Kritik ist sehr minim, eigentlich wird nichts infrage gestellt. Aber ich komme mir vor wie in einer Kirche: Es werden Werbeprospekte vorgelesen und die sind wie eine Bibel. Der Werbeprospekt wird 1:1 vorgelesen und als die Realität angenommen. Wurden die BenutzerInnen jemals gefragt? Nein, die AnwenderInnen werden nie gefragt. Dabei ist das das Wichtigste, um überhaupt eine Aussage machen zu können. Ich finde, wir sind hier einfach wieder einmal im «hier und jetzt», was im Yoga etwas sehr Gutes ist, da wird das «hier und jetzt» auch gepredigt. Aber dann kommen wieder diese Abhängigkeiten: Der Kanton schreibt vor und wir zahlen wieder. Und wie geht es weiter? Müssen dann alle zwei Jahre wieder CHF 5 Mio. beantragt werden? Wir wissen nichts, aber lieber hier und jetzt den Werbeprospekt vorlesen und sich sagen, es ist einfach so. Anstatt zu prüfen, ob es einmal so blieb, wie versprochen. Ich finde auch, dass der Kanton zu wenig in der Verantwortung ist. Aber es hätte noch eine Variante 2 gegeben; die Stadt Bern macht es so. Zu welchem Zeitpunkt genau sie jetzt etwas Neues hatten oder wann wir, spielt nicht so eine Rolle. Wenn bereits Informatik vorhanden ist, muss sie nicht immer weggeschmissen und etwas Neues angeschafft werden. Das behindert nur die Arbeitnehmenden; es wird ja angemerkt, dass diese nicht unbedingt zufrieden seien. Die Variante 2 hätte ich mir gut vorstellen können; ich finde, genauso reicht es, wie es die Stadt Bern macht. Ich werde so abstimmen, wie Sie es sich denken können.

Corbaz Catherine, Les Vert·e·s : J'ai décidé de prendre la parole parce qu'il y a 30 ans, j'ai participé à la mise en place du système PLASTA/SIPAC qui recensait les chômeurs et qui fonctionne encore aujourd'hui. Quand on se lance dans des projets de ce type, en général, ça devient des serpents de mer. Bien que je ne sois pas contre ce projet, j'aimerais qu'on puisse avoir des garanties et un suivi sur ce projet pour que l'on ne se retrouve pas dans deux ou trois ans à devoir voter des budgets supplémentaires parce qu'il y a toujours plein de choses que l'on n'anticipe pas dans ces projets. J'espère aussi que grâce à ce projet, les employés de la Ville auront le plus de temps à consacrer aux personnes qu'ils accompagnent. Je le vois tous les jours dans la pratique de mon travail que l'on ne gagne pas de temps avec l'informatisation car l'efficiency prime toujours sur le relationnel avec les clients.

Schüpbach Manuel, Grüne: Nur kurz zum Thema Kritiklosigkeit: Ich sehe natürlich auch Punkte, gerade auf Stufe des Kantons, die nicht kritisch beleuchtet sind, aber wir sind der Stadtrat und nicht der Grosse Rat. Wir haben letztes Mal ein Geschäft behandelt, das die Tablets resp. IT-Arbeitsplätze betraf. Wir waren sehr froh, dass wir Synergien mit dem Kanton nutzen und dadurch die Kosten minimieren können. Dies ist dasselbe bei diesem Geschäft und aus meiner Sicht ist es kein Tool zum Selbstzweck.

Wir haben die kantonale Vorgabe, da hilft kein Reklamieren, die muss übernommen werden. Ich glaube, dass es sehr viel Sinn macht, dies mit dem Kanton zusammen zu machen und nicht allein zu fahren wie die Stadt Bern. Zudem arbeiten wir daran, dass wir bei den diversen Stellen – sei das die Sozialhilfe, der EKS, die FAI – wirklich eine bessere Qualität hinbekommen. Es ist klar, die Messbarkeit ist nicht immer gegeben, das ist mir schon bewusst. Wenn wir es noch ökologisch betrachten wollen, könnten wir natürlich sagen, wir brauchen gar kein IT-System, aber ich glaube kaum, dass wir wollen, dass die Leute – wie Asterix und Obelix - dem Passierschein A38 hinterherrennen müssen.

Augsburger Dana, PdA: Danke Herr Schüpbach, es gibt aber keinen Grund für böse Blicke, denn es ist etwas, das mir einfach fehlt in dieser Diskussion und deshalb sage ich es. Es gibt keinen Grund, so böse Blicke zu werfen. Ich habe das Gefühl, dass Sie mich direkt angesprochen haben, vielleicht haben Sie das Gefühl, es habe mit meinem Jahrgang zu tun. Ich bin nicht die Jüngste, aber ich bin aus der Branche und das ist genau der Grund, weshalb ich die kritischen Anmerkungen mache und nicht, weil ich gegen irgendetwas Digitales bin oder nichts davon verstehe.

Feurer Beat, Finanzdirektor: Ich möchte mit einem Dank an die Aufsichtskommission beginnen für die Präsentation des Geschäfts und muss mich auch noch entschuldigen. Ich habe beim vorherigen Geschäft einen Dank vergessen, was ich jetzt nachholen will. Nämlich den Dank an den Präsidenten der Finanzkommission, der das Geschäft, die Jahresrechnung und die Nachkredite vorgestellt hat.

Herr Sprenger, Sie haben es erwähnt, Sie haben auf den Datenschutz und den Datenaustausch hingewiesen und sehen dort gewisse Bedenken. Diese Bedenken sind sicher richtig und es ist auch gewünscht worden, dass es im Projekt im weiteren Verlauf thematisiert wird und die Thematik vertieft angeschaut wird. Das ist vorgesehen und wird sicher gemacht. Einfach so viel vorweg, es gibt jetzt schon einen Datenaustausch zwischen den Sozialdiensten zum Beispiel. Dieser Datenaustausch erfolgt telefonisch, postalisch, per E-Mail und manchmal sogar, indem einander informelle Informationen weitergegeben werden. Dieser Datenaustausch ist schwierig und aufwändig, aber aus methodischer Sicht wichtig und notwendig, damit bei einer Betreuung und Unterstützung von Sozialhilfebeziehenden nicht mehrfach dasselbe gemacht wird.

Mit dem Tool, über das wir reden, soll vor allem auch standardisiert und transparenter gemacht werden. In dem Sinn, dass es hilft, methodisch unnötige Arbeitsschritte vorauszusehen oder wichtige Arbeitsschritte nicht zu vergessen. Wie gesagt, es gibt den Datenaustausch jetzt schon und er ist aktuell sicher problematischer, als er in Zukunft vorgesehen ist. Herr Schüpbach und Frau Wassmann haben darauf hingewiesen, es sind wichtige, methodische Elemente, die dem Thema oder dem Geschäft zugrunde liegen. Das Thema der Effizienz ist auch damit verbunden.

Bezüglich der finanziellen Beteiligung der Stadt Biel ist es wichtig zu wissen, dass es bereits heute eine Aufgabenteilung zwischen Kanton und Stadt Biel gibt. Die Stadt Biel ist in der Sozialhilfe zuständig für die Bereitstellung des Betriebs, also der Räumlichkeiten, der Betriebskosten sowie auch die Bereitstellung des entsprechenden Arbeitstools. Insofern ist die vorgesehene Konstellation, dass sich der Kanton mit einem grossen Betrag an der Einführung und an den Grundkosten des neuen Fallführungssystems beteiligt, sicher zu begrüssen. Jemand hat erwähnt, dass die Betriebskosten entsprechende Konsequenzen tragen werden. Wir gehen davon aus, dass die Betriebskosten ganz sicher nicht höher sein werden, sondern eher tiefer als

die Kosten, die wir heute haben. Also ist aus finanzieller Sicht diese Lösung sicher auch von Vorteil.

Sie haben als Vergleich noch die Stadt Bern angesprochen, Frau Augsburger. Wir haben es im Bericht kurz erwähnt, die Stadt Bern ist sicher kein Beispiel resp. eine Variante für die Stadt Biel: Es hat zu massiven Kostenexplosionen geführt bei der Stadt Bern. Aber natürlich wollen wir heute Abend auch keinen «Church-Service». In dem Sinn fordere ich Sie auch nicht auf, in einen Gesang einzustimmen, sondern bedanke mich einfach für die gute Diskussion und übergebe gerne das Wort meiner Co-Referentin zu diesem Thema.

Pittet Natasha, Directrice de l'action sociale et de la sécurité : Je tiens à faire quelques remarques concernant l'aide sociale en soi. L'aide sociale est une tâche commune du Canton et des communes, respectivement des services sociaux, et c'est pour cette raison que l'association des communes bernoises, le FABG et le Canton ont négocié ce système de paiement. Le Canton paye l'élaboration de ce nouveau système informatique et les coûts de l'introduction sont partagés entre le Canton et les communes. Je vous informe encore que, jusqu'à maintenant, le programme informatique utilisé au sein du Service social était payé par la Ville et il arrivait en fin de vie. Sans ce nouveau système imposé par le Canton, la Ville aurait donc dû mettre en place un nouveau système qui aurait certainement entraîné des coûts plus élevés.

Il est vrai que le Canton développe un nouveau programme avec une entreprise qui a de l'expérience dans le domaine. On voit que ce sont des énormes coûts mais c'est une sécurité pour la Ville de Bienne de pouvoir participer à ce projet avec le Canton car on ne sait jamais ce qu'il peut se passer au niveau financier lorsqu'on part de zéro avec un projet. On a pu le voir dernièrement avec la situation qui se passe à la Ville de Berne.

Il y a aussi eu des questions sur l'élaboration et l'implication des utilisateurs du Service social. Je peux vous assurer que ces personnes sont impliquées et le montant demandé ce soir est aussi dédié, en partie à cela. Le Canton paie aussi ces personnes pour leur temps mis à disposition au sein d'un groupe de travail afin de tester et faire les roll-outs. Cela veut aussi dire que l'on peut aussi participer, évaluer et en partie décider des informations qui doivent figurer dans ce nouveau programme. Afin qu'il corresponde le plus possible aux besoins des services concernés.

L'échange des données avec les autorités, Monsieur Feurer en a déjà parlé, pourra aussi se faire plus simplement et rapidement pour le bien des personnes concernées. La sécurité des informations est aussi améliorée car elles ne circuleront plus que par ce programme contrairement à la pratique actuelle. Pour revenir sur la remarque concernant l'efficacité du travail au détriment du temps dégagé, il est clair qu'aucun poste de travail ne sera réduit avec l'introduction de ce programme. De plus les postes de travail dans le domaine de la protection de l'enfance et de l'adulte sont aussi régis en fonction du nombre de dossiers à traiter.

On parle de dossiers en français et de cas ou «Fälle» en allemand. Ce terme n'est pas utilisé car les personnes en question sont des cas mais parce qu'on crée un dossier pour toute une famille. Ces personnes qui sont prises en charge par des assistantes et des assistants sociaux auront effectivement un peu plus de temps de conseil parce que leurs assistantes et assistants sociaux n'auront plus besoin d'entrer leur donnée dans différents systèmes comme c'est le cas aujourd'hui.

Une petite précision pour Madame Kady Boly, il s'agit d'un système informatique pour le volet social de ma Direction qui ne concerne pas le côté sécurité qui a été mentionné. Il y aura effectivement une affaire qui devrait être vous présenter au mois d'août relative au «Fallführungssystem für Migration» qui est quelque chose de totalement différent. Il s'agit d'un nouveau un système du Canton, mais qui est déjà prêt et qui ne nécessite pas de développement. Je vous remercie de suivre la proposition du Conseil municipal.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 14 mai 2025, vu l'art. 44, al. 2, let. a, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. Il approuve le projet « NFFS – Nouveau système de gestion des cas » et arrête à cet effet
 - a. le crédit d'engagement n° 28010.1101, d'une valeur de 1,7 million de francs (TVA incluse) ;
 - b. pour les années 2025 à 2028, le crédit d'engagement enregistré dans le compte de résultats d'un montant de 1,43 million de francs, à la charge du centre de coûts PAE/compte 37000.301000000 (2025 : 0 franc (net) / 2026 : 114 938 francs / 2027 : 323 200 francs / 2028 : 158 200 francs) et du centre de coûts DAS/compte 35000.301000000(2025 : 0 franc (net) / 2026 : 151 362 francs / 2027 : 474 900 francs / 2028 : 207 600francs), en vue du financement des ressources humaines nécessaires.
2. Toute dépense supplémentaire due au renchérissement ou changement de taxes est d'ores et déjà approuvée.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté Il est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles n'échangent pas le caractère global du projet. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

Motivation d'urgence de l'interpellation urgente, Sprenger Titus, Groupe Les Vert-e-s, « Renouvellement de l'autorisation d'exploiter pour les trottinettes électriques »

Sprenger Titus, Fraktion Grüne: Die Betriebsbewilligungen für die Free-Floating-Verträge laufen Ende Jahr aus. Es fällt in die Zuständigkeit des Gemeinderates, daher habe ich eine Interpellation lanciert, damit wir im Stadtrat dennoch eine Debatte über dieses Thema führen können. Und wie gesagt, die Verträge laufen Ende Jahr aus, deswegen die Dringlichkeit.

L'urgence est accordée.

Motivation d'urgence de la motion urgente, Koller Levin, Groupe PS/JS, Moeschler Marie, Groupe PSR, Schiess Christophe, Groupe Les Vert-e-s, « Réserver dans les comptes annuels 2025 une partie de la dissolution des réserves pour la construction de logements par la Ville et pour la protection du climat »

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Wir reichen erneut einen Vorstoss ein, mit welchem wir unter anderem Geld für die zu schaffende Spezialfinanzierung für den städtischen Wohnbau mit der nächsten Rechnung einlegen wollen, sowie auch für den Klimaschutz. Wir haben vor einem Jahr etwas Ähnliches eingereicht und es wurde nicht umgesetzt. Jetzt wollen wir es noch einmal versuchen und erwarten vom Gemeinderat, dass er dies auch umsetzt, wenn die Motion erheblich erklärt wird. Letztes Jahr wurde das Geschäft erst im Februar traktandiert und wir wollen dieses Mal, dass es schon im Herbst im Stadtrat diskutiert wird, damit der Gemeinderat nicht mit der Ausrede kommt, dass er nicht genügend Zeit hatte, sich auf das Geschäft vorzubereiten. Deshalb die Dringlichkeit.

L'urgence est accordée.

Interruption de la séance : 20.00 heures – 21.00 heures

8. 20250118 Prolongation du bail à loyer pour les locaux du Département des affaires sociales à la rue Alexander-Schöni 14 / Crédit d'engagement

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Dans l'idéal, cela serait bien de pouvoir terminer de traiter les demandes de crédits ce soir.

Pour le projet objet, nous avons une demande de renvoi du Groupe SP/JUSO. Je vous propose de traiter cette demande de renvoi en premier puis, passer à la discussion sur l'objet dans le cas où la demande de renvoi serait refusée sinon nous passerons directement au prochain point de l'ordre du jour.

Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO: Wir haben lange diskutiert über dieses Geschäft. Wir sind nochmals in die Archive gestiegen, um zu schauen, wie das eigentlich zustande gekommen ist und letztendlich sind wir zum Schluss gekommen, dass wir das Geschäft **zurückweisen wollen**. Als dieses Geschäft schon zum ersten Mal im Stadtrat vorlag, gab es eine grosse Diskussion von links bis rechts; eigentlich war niemand richtig zufrieden damit. Schon damals war der Mietzins exorbitant und für die Stadt Biel definitiv zu teuer. Und schon damals forderten wir eine Lösung im Eigentum der Stadt. In Anbetracht der desolaten Büroräumlichkeiten der Abteilung Soziales verzichteten wir schliesslich auf die Ablehnung. Aber Frau Tanner, damals noch Stadträtin, reichte eine Motion ein, die ab 2030 eine Lösung forderte, welche entweder günstiger ist oder direkt im Eigentum der Stadt. Auch das war ein Kompromiss.

Im Januar wurde die Motion als Postulat erheblich erklärt und schon damals, im Protokoll deutlich nachzulesen, stellten wir eigentlich klar, dass wir ab 2025 eine finanzverträgliche Lösung fordern und nicht gedenken, diesen Vertrag zu verlängern.

Wir wollten mit dem Vorstoss Verbindlichkeit, dass das eine Ausnahme ist, eigentlich geschuldet dem Team, den Menschen, die dort ein- und ausgehen und denen, die dort arbeiten.

Dieser Mietzins ist keinesfalls marktüblich, sondern immer noch in einem äusserst hohen Preissegment. Schaut man auf Immoscout24, bewegen sich die Quadratmeterpreise zwischen CHF 150 bis 175. Es ist deshalb unverständlich, wie die Stadt, die gemäss der rechten Seite immer sparen soll und geradezu vor dem Bankrott steht, es versäumte, eine preisgünstigere Lösung zu finden. In diesem Fall wäre der Kauf der Liegenschaft näherliegend gewesen. Im Jahr 2031 hätten wir gemäss dieser Vorlage fast CHF 12 Mio. für das Gebäude ausgegeben, ohne einen Cent Vermögen erwirtschaftet zu haben. Es wäre nichts in unserem Finanzvermögen, ein Investor würde das alles abkassieren. Eine Grobkostenschätzung ergab, dass ein Neubau auf rund CHF 24 Mio. käme, und somit hätten wir bereits rund die Hälfte der notwendigen Investitionen verpulvert. Es ist absolut klar, dass ein stadt-eigenes Gebäude uns mittel- und langfristig deutlich günstiger zu stehen kommt.

Der vorliegende Bericht ist unseres Erachtens zudem wirklich lausig dokumentiert. Es werden lediglich die Kosten aufgeschlüsselt, warum der Investor unbedingt so viel Geld braucht, nicht aber, warum die Verhandlungen gescheitert sind. Dazu fehlen gänzlich die Angaben. Das ist verstörend, denn es zeigt einmal mehr, wie ernst der zuständige Gemeinderat unsere Vorstösse nimmt. Das Postulat von Frau Tanner war nicht für die Galerie gedacht, sondern es war uns absolut ernst damit. Deshalb zeigen wir heute dem Gemeinderat definitiv die rote Karte und **weisen dieses Geschäft nun zurück**.

Wird der Rückweisungsantrag abgelehnt, werden wir das Geschäft als Gesamtes ablehnen. Wir möchten anfügen, auch für das Protokoll, dass die Verantwortung im Falle einer Ablehnung dabei nicht bei uns als StadträtInnen liegt. Es ist der Gemeinderat, der das versäumt hat. Wir wissen um die Zufriedenheit der Mitarbeitenden im neuen Gebäude; ich selbst habe das auch angeschaut.

Ich verstehe, wenn Sie Unsicherheit spüren, aber es ist nicht unsere Verantwortung, es ist die Verantwortung des Gemeinderates. Gerade deswegen ist es so wichtig, dass unsere Vorstösse ernst genommen und auch umgesetzt werden, gerade solche, die uns so viel Geld kosten. Wir geben durch die Rückweisung eigentlich eine Chance und die Kompetenz, ein anderes Gebäude zu finden, zu mieten oder zu kaufen oder wirklich ernsthafte Kaufverhandlungen zu lancieren und auch durchzuziehen. Wir bitten euch wirklich, unseren Rückweisungsantrag anzunehmen.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Je précise que Madame Susanne Clauss s'est exprimée en tant que porte-parole de la demande de renvoi mais aussi pour le Groupe SP/JUSO.

Gerber Andreas, Fraktion FDP: Ich will schnell vorausschicken, dass ich für den Rückweisungsantrag schon Verständnis habe, aber die Problematik ist mehr, was bewirken wir damit, wenn wir das Geschäft zurückweisen? Wir bewirken damit, dass wir mehr Miete zahlen, da wir kurzfristig keine andere Lösung haben. Also ich wüsste jetzt mindestens keine; das dürfen dann die Damen und Herren nach mir erklären. Wir wollen ja eigentlich als Fraktion FDP gerne sparen und dann wären wir absolut dafür, dass wir eine Lösung finden, die günstiger wäre. Ich lege es offen, ich arbeite in dieser Immobilien-Domäne, an dieser Lage CHF 220 pro Quadratmeter, das ist nicht überteuert und es ist nicht massgebend, was in Immoscout24 steht. Dazu kommt, dass wir verlängern wollen und sind so natürlich zu einem gewissen Teil dem

Hauseigentümer ausgeliefert, das ist ganz klar. Das ist keine schöne Situation, aber das ist Fakt.

Ich fand seinerzeit den Vorstoss von Frau Tanner gut, aber es wurde innerhalb von fünf Jahren keine passende Alternative gefunden. Was passiert jetzt, wenn wir das Geschäft zurückweisen? Wir erhalten keinen 5-jährigen Vertrag mehr und werden mehr bezahlen, womit die Idee als Sparfuchse der Fraktion FDP auch erledigt ist. Frau Clauss, die Verantwortung liegt nicht beim Gemeinderat, sondern bei denen, die es jetzt ablehnen wollen. Der Gemeinderat hat innerhalb von fünf Jahren keine passende Alternative gefunden. Ein Kauf wäre eine wunderbare Sache gewesen und glaubt uns, wir wären sicher dafür gewesen. Aber für einen Verkauf braucht es nicht nur den Willen der Mieterschaft, es braucht auch den Willen der Hauseigentümerschaft. Und scheinbar fehlte dieser Wille der Hauseigentümerschaft.

Deshalb sage ich, ich verstehe absolut, was Sie wollen, und ich verspreche Ihnen unsere Unterstützung. Wenn wir das Geschäft jedoch jetzt zurückweisen, haben wir keine Alternative. Dann müssten wir umziehen, was hunderttausende Franken kosten würde und das ist keine Alternative. Wir haben jetzt gute Räumlichkeiten für das Personal, was die linke Seite eigentlich immer wünscht. Oder wollen Sie in der Tissot Arena irgendwelche Büros einrichten für eine Institution, die eigentlich im Stadtzentrum erreichbar sein muss? Wir können und wollen den Antrag nicht unterstützen. Wir werden aber dabei sein, wenn es darum geht, eine Lösung zu suchen. Im Moment würden wir uns mit einer Rückweisung aber nur selber schaden. Das Zeichensetzen ist wunderbar, aber eine Ablehnung oder Rückweisung wäre nicht gut, es würde uns viel mehr Geld kosten und wir hätten nichts gewonnen.

Gloor Yannick, Fraktion GLP+: Auch die Fraktion GLP+ begrüsst die Stossrichtung des Rückweisungsantrags, aber es ist, wie es vorhin schon gesagt wurde, unseres Erachtens unrealistisch, im Zeitrahmen von zwei Jahren eine geeignete Liegenschaft zu finden. Eine potenzielle Liegenschaft müsste dann genügend gross sein, den spezifischen Anforderungen der Abteilung Soziales entsprechen und mutmasslich noch umgebaut werden. Für dies genügen zwei Jahre schlicht und ergreifend nicht und aus diesem Grund wird auch unsere Fraktion den Rückweisungsantrag ablehnen.

Corbaz Catherine, au nom du Groupe Les Vert-e-s : Nous avons aussi étudié et discuté de ce dossier au sein de notre Groupe. Nous avons été très interpellés par le montant exorbitant des loyers qui se situent bien au-dessus du marché. Lorsque je lis que l'Administration n'a pas réussi à mener à terme les négociations à ce sujet, je trouve l'excuse un peu courte. En tant que membres du Conseil de Ville, moi-même et mon Groupe, nous attendons que le Conseil municipal effectue son travail et organise des négociations sérieuses ou trouve des solutions pour des options d'achat.

Oui, nous sommes dans un champ de tensions. D'un côté la satisfaction des besoins des bénéficiaires, de ceux des employés, des investissements conséquents qui ont été réalisés. J'ai aussi eu l'occasion de visiter les locaux et effectivement c'est tout à fait adéquat. On ne voit donc pas pourquoi ne pas accepter la proposition du Conseil municipal. Cependant, le fait que l'Administration, par manque de ressources, n'arrive pas à suivre les projets ni à suivre les exigences du Conseil de Ville a pour conséquence que finalement les projets vont plus vite que la politique. Nous nous retrouvons dans une politique du fait accompli et le non-respect d'un postulat. Pour nous, c'est une forme de déni et de non-respect du rôle et du travail du Conseil de Ville.

Cette politique du fait accompli est une des raisons pour lesquelles notre Groupe va soutenir la demande de renvoi déposée par nos collègues du PS. C'est effectivement préoccupant, comme l'a mentionné ma collègue Susanne, qu'en 2020, le Conseil de Ville ait adopté un postulat, devenu une motion qui demandait de trouver une solution appropriée et peu onéreuse pour le Département des affaires sociales. Malheureusement, pour nous, le Conseil municipal n'a pas fait ses devoirs. Aujourd'hui, en regardant ce qui se passe au niveau international, ce ressenti de déni de démocratie me préoccupe et j'espère que je ne devrai pas, dans les prochaines années où je siégerai encore au Conseil de ville, devoir encore amener de tels arguments. Nous demandons au Conseil municipal de travailler plus sérieusement, de réfléchir à des options, voire de réfléchir à l'achat du bâtiment. Nous soutenons donc cette demande de renvoi.

Rodriguez Ugolini Julian, SP: Es ist uns klar, dass die Stadt nicht in zwei Jahren irgendein Gebäude herzaubern kann. Es ist jedoch nicht das Ziel, dass sie in zwei Jahren schon etwas gebaut oder etwas Neues gekauft hat. Sie soll bis Ende 2028 Zeit erhalten, eine Alternative zu finden, weil wir diesen Zustand, wie er ist, nicht akzeptieren wollen. Wir sind der Meinung, dass zweieinhalb Jahre genug Zeit ist, um eine andere Lösung zu finden. Wenn dann ein zentrales Verwaltungsgebäude oder was auch immer gebaut werden soll, müssen wir den Vertrag noch einmal sieben Jahre verlängern, was wir akzeptieren. Das ist meiner Meinung nach durchaus ein sinnvoller Zeitplan.

Ausserdem kann der Mietpreis nicht beliebig erhöht und gesenkt werden, das ist vertraglich geregelt. Wir wollen auch nicht das Geschäft ablehnen, weil, wie im Bericht steht, würde das dann bedeuten, dass der Mietvertrag in einen unbefristeten Mietvertrag verwandelt werden würde. Deshalb finden wir, dass wir zwei Jahre Zeit geben, und dann muss das Geschäft noch einmal dem Stadtrat vorgelegt werden. Nicht, dass es als unbefristeter Vertrag in einer Schublade verschwindet und niemand jemals daran denkt, dass wir da viel zu hohe Mieten zahlen.

Heiniger Peter, PdA: Vor fünf Jahren haben wir uns über dieses Thema geeinigt. Damals war eine Motion im Gange und diese Motion verlangte vom Gemeinderat, dass eine Lösung gefunden werden sollte. Dies innerhalb der fünf Jahre, die jetzt abgelaufen sind, um eine kostengünstigere Variante zu finden. Ich bin sogar der Meinung, dass gar keine Frist gesetzt werden soll, denn sie hatten ja schon fünf Jahre Zeit. Aber, na gut, geben wir ihnen diese zwei Jahre, damit sie das noch einmal nachhaltig überprüfen und wirklich eine gute Lösung finden können. Sei es mit dem bestehenden Vermieter oder mit einer anderen Lösung, aber die muss jetzt gefunden werden. Deshalb empfehle ich Ihnen, den Rückweisungsantrag anzunehmen.

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, parteilos: Ich verstehe die Bedenken, dass die Stadt im Zwang ist, einen Mietvertrag über fünf Jahre zu verlängern für eine Geschäftsräumlichkeit, wenn der klar bessere Weg wäre, selbst das Eigentum zu besitzen. Als Architekt, aber auch als Eigentümer von Liegenschaften, weiss ich, eine Liegenschaft zu besitzen ist nicht nur Ferien und Geld verdienen, es ist auch viel Engagement. Und es sind auch Risiken, die wir selbst packen müssen, die wir selbst managen müssen, für die wir durch das Feuer gehen müssen. Und mir kommt die Diskussion hier im Stadtrat oft so vor, als ob es die eierlegende Wollmilchsau gibt. Mieteinnahmen, die sind günstig, die bringen Ertrag und so können wir unsere Schulden refinanzieren, respektive abbauen. Niemand denkt daran, dass das auch gemanagt werden muss und dass dazu geschaut werden muss.

Der Zeithorizont von zwei Jahren ist in jeder Art und in jeder Form schlichtweg unrealistisch. Zwei Jahre sind nicht möglich, um eine ganze Verwaltung mit Platzbedarf von über 3000 Quadratmetern zu verschieben, einen geeigneten Ersatz zu finden und das kostengünstiger zu machen. Ich finde, hier ist wirklich Pragmatismus, gesunder Menschenverstand erforderlich und ich finde, die symbolische Rückweisung dieses Geschäfts ist ein Schuss ins eigene Bein. Wir werden viel bezahlen, wir werden viel mehr dafür bezahlen und wir müssen sicher mit Nachdruck sagen, das Ziel ist, eine Liegenschaft selbst zu errichten oder selbst zu bewirtschaften; aber das muss die Stadt auch wirklich können und managen. Es gibt bereits einige Liegenschaften der Stadt Biel, die schwierig gemanagt sind und die uns grosse Sorgen bereiten.

Sprenger Titus, Grüne: Wenn ich den Bericht richtig gelesen habe, soll der Mietvertrag ab dem 1.9.2026 um zwei Jahre erneuert werden. Das heisst, es wären insgesamt drei Jahre, die zur Verfügung stehen, um eine Lösung zu finden. Auf der anderen Seite hat die Stadt Biel sehr viele Liegenschaften und das Argument, die Stadt Biel muss selbst die Liegenschaften bewirtschaften, gilt für mich nicht. Wir sind vielleicht im Rückstand bei den Sanierungen, aber wir wissen, wie die Liegenschaften zu bewirtschaften sind.

Gerber Andreas, Fraktion FDP: Ich möchte festhalten, dass es jetzt nicht um eine politische Gesinnungsentscheidung geht, sondern rein um Fakten. Grundsätzlich ist es nicht so, dass wenn der Vertrag zwei Jahre verlängert wird, es gleich viel kostet. Wir werden mehr bezahlen, das ist Fakt. Wir haben einen Vertrag, der sonst indexiert ist, welcher nachher nicht mehr indexiert ist. Somit können Sie seit der Vertragsunterzeichnung pro Jahr 0,5% auf den Mietzins drauflegen, das sind ca. CHF 20'000 - 25'000 pro Jahr, die wir für nichts verpulvern.

Ich kann mir sehr gut vorstellen, dass eine überparteiliche Motion eingereicht werden könnte, damit die Angelegenheit in fünf Jahren geregelt sein würde. Für mich kommt die Rückweisung eigentlich einer Ablehnung gleich. Und wenn nun behauptet wird, der Gemeinderat hätte alles falsch gemacht, muss ich sagen: Der Gemeinderat ist in der Übermacht Ihrer linken Seite. Sie müssen mit Ihren GemeinderätInnen reden. Das ist etwas, was nicht von der Hand zu weisen ist. Eine Ablehnung wäre für das Personal unsozial, ich würde es nicht verstehen.

Feurer Beat, Finanzdirektor: Frau Clauss, Sie haben es angemerkt und es ist auch von verschiedenen Seiten zu spüren, es ist nicht klar, wieso die Verhandlungen gescheitert sind, wie die Verhandlungen geführt worden sind und was besprochen wurde oder nicht. Ich muss Sie leider enttäuschen, ich war zu der Zeit noch nicht in der heutigen Funktion tätig und der aktuelle zuständige Abteilungsleiter auch nicht. Wir haben das Dossier übernommen und können Ihnen bestätigen, dass die Preisvorstellungen des Verkäufers schlichtweg zu hoch gewesen sind. Weshalb zu hoch, darüber können selbstverständlich Vermutungen angestellt werden. Aber ein Fakt ist, dass in den Medien der Tenor herrschte, dass die Stadt unbedingt die Liegenschaft erwerben oder eine Alternative finden muss. Was denken Sie, wie das auf einen potenziellen Verkäufer wirkt, wenn der weiss, die Stadt ist unter Handlungsdruck? Wenn er weiss, dass der Stadtrat wünscht, dass das jetzt gekauft oder eine Alternative gefunden werden muss?

Wir haben einen Verkäufer, der den Markt gut kennt. Das ist nicht der Fredi Meier oder ein kleiner Investor. Es ist ein Investor, dem der Markt bekannt ist und der weiss, dass wir im Zentrum der Stadt Biel, was die Landreserven betrifft, ein Problem hätten, wenn

wir bauen wollten. Es besteht die eine oder andere Möglichkeit, aber die sind relativ eingeschränkt. Wenn wir selbst bauen wollen, mit den Anforderungen, die die Abteilung braucht – den Fluchtwegen, verschiedenen Besprechungsräumen, einer spezifischen Empfangssituation etc. – das heisst mit einer grossen Dienstleistungspalette unter einem Dach, ist das für sich eine grosse Herausforderung. Was wird der Investor tun, wenn er mit diesem Wissen in die Verhandlungen mit der Stadt tritt? Das ist die Schwierigkeit dieser Diskussion, die wir heute führen. Der Investor weiss, dass er in einer relativ guten Position ist und viel verlangen kann.

Da appelliere ich an Ihr Verständnis, wenn die Stadt nicht sagt, «Ihr Wunschpreis geht in Ordnung, wir kaufen es». Sondern, dass ein Stopp gesetzt und nein gesagt wird zum Vertragspartner, und dass zu diesen Konditionen kein Kauf getätigt wird. Und das musste die Stadt machen.

Zwischen den Zeilen konnte ich nun hören, dass es eben seriöse Verhandlungen brauche und Sie vom Gemeinderat erwarten, dass er seriös unterwegs ist und die Sache ernst nimmt. Meine Damen und Herren, ich finde das ein bisschen frech. Sie unterstellen den verhandlungsführenden Mitarbeitenden und ihren MitarbeiterInnen, dass sie nicht das Beste geben, dass sie unseriös seien. Und das, finde ich, ist ein weitgehender Vorwurf. Das widerspricht auch dem, was Sie vorher gesagt haben, als Sie sich bei den Mitarbeitenden für deren geschätzte Arbeit bedankt haben. Ich kann Ihnen versichern, dass die Verhandlungen nicht von Frau Steidle geführt wurden, denn solche Verhandlungen werden von Fachleuten geführt und sie werden auch unter meiner Führung von Fachleuten geführt. Ich würde mir nicht persönlich anmassen, als Nicht-Fachmann mit Fachleuten der Gegenseite verhandeln zu wollen. Hier braucht es Fachleute und diese Fachleute machen ihre Arbeit seriös. Diese Fachleute können auch rechnen und wissen, wenn der Preis zu hoch ist. Mehr kann ich Ihnen dazu nicht sagen.

Wieso dieser hohe Preis? Vermutlich hat die Berichterstattung der Medien eine Rolle gespielt, beweisen können wir es nicht. Zur Frage des Marktpreises: Ich möchte Sie daran erinnern, dass der Grundpreis CHF 170 beträgt, dazu kamen die Mieterausbauten, die werden auf 15 Jahre amortisiert, dazu noch ein «A-fonds-perdu»-Beitrag des Eigentümers. Heute rechnen wir mit einem Preis von CHF 197 pro Quadratmeter für diese Lage im Zentrum der Stadt Biel, für die Nutzung, aber ohne Mieterausbau. Wenn wir also vergleichen, gemäss Informationen von Wüest Partner, sind wir mit CHF 170 Ausgangswert durchaus «im Hick».

Zu Beginn haben die Abteilungen Liegenschaft und Soziales zusammen mit den Abteilungsleitern weitgehende Abklärungen getätigt, welche Alternativen im Zentrum der Stadt nebst der heutigen Lösung bestehen. Eigentlich wäre es viel einfacher und günstiger gewesen, wenn wir Lokaltäten im Bözingenmoos geschaffen hätten. Ich wurde jedoch von der Abteilungsleitung eines Besseren belehrt, weil es scheinbar enorm schwierig ist, Mitarbeitende zu finden, wenn der Arbeitsort nicht in einer zentralen Lage ist.

Wo stehen wir heute finanziell? Die Jahresmiete netto exkl. Nebenkosten beträgt rund CHF 895'000. Wir haben vor ein paar Jahren geschätzt, was eine solche Liegenschaft zu bauen kosten würde. Grob geschätzt waren dies CHF 24 Mio., wenn wir die Indexierung mitberücksichtigen, dann sind es aktuell ca. CHF 27 Mio. plus das Land ca. CHF 6 Mio., womit wir bei Gesamtkosten von CHF 33 Mio. stehen. Somit haben wir, bei einem tiefen Zinssatz von 1,5%, eine Jahresbelastung von CHF 500'000 für die Zinse. Rechnen wir den Unterhalt mit 1,5% kommen noch CHF 400'000 dazu, dann sind wir bei CHF 900'000 Kosten, die wir heute approximativ hätten, wenn wir selbst

bauen würden. Die ist also 1:1 vergleichbar mit der aktuellen Situation. Die Aussage ist, meine Damen und Herren: es ist teuer. Und es wird nicht wirklich günstiger, wenn wir selbst bauen. Auf der Esplanade hätten wir diese Möglichkeit, aber der Gemeinderat hat vor ein paar Jahren gesagt, er möchte auf das zentrale Verwaltungsgebäude verzichten. Jedoch zeigt sich, dass wir diese Option wieder anschauen und diese Diskussion wieder führen müssen. Bei einem zentralen Verwaltungsgebäude ginge es dann um ein paar Hundert Arbeitsplätze.

Wenn Sie den Rückweisungsantrag annehmen, werden Sie die Option der Vertragsverlängerung verlieren, denn diese verfällt am 31. August 2025.

Fait accompli, effectivement, je suis désolé, on aurait aussi préféré de venir un peu plus tôt avec cette affaire, ce n'est pas très bien. Je prends la responsabilité, on est très tard, je suis d'accord avec vous, et je m'en excuse.

Pittet Natasha, Directrice de l'action sociale et de la sécurité : Je voudrais simplement rajouter une chose. Il a été peut-être sous-entendu, peut-être dit ouvertement, qu'une partie de ce cénacle avait l'impression que le Conseil municipal ne prenait pas le postulat de 2020 au sérieux. Premièrement, c'est un postulat, pas une motion. Un postulat demande que l'on fasse un rapport et que l'on essaie de faire quelque chose. Jusqu'à maintenant, avec le peu de succès que l'on sait, cela n'a pas fonctionné dans le sens souhaité. Mais, j'aimerais le souligner aussi, ce postulat demande que d'ici 2030, nous ayons une solution, il reste encore 4 ans et demi jusqu'en 2030. Le Conseil municipal a la pleine intention de trouver une solution d'ici-là. Cela avait été déposé comme motion, mais ça a été accepté comme postulat à l'époque.

Aujourd'hui, on en est à une phase intermédiaire, on n'est pas encore en 2030 et j'espère que d'ici là, on aura une solution. J'aimerais encore souligner l'importance et l'utilité de ce bâtiment pour le Département des affaires sociales. Comme il a déjà été dit, je ne vais pas rajouter plein de détails, c'est un bâtiment qui correspond. Parfaitement aux besoins tant des bénéficiaires, de la clientèle que des personnes qui y travaillent. Je ne souhaiterais pas retourner dans un bâtiment comme avant qui n'était adapté en rien à ce service ni aux besoins des bénéficiaires. Si nous devons déménager, ce serait donc pour quelque chose d'équivalent à ce que nous avons actuellement et ce ne serait pas si facile à trouver. Donc, c'est pour cette raison que je demanderai de prolonger pour donner le temps de trouver une solution, soit par l'achat de ce bâtiment, soit par un autre bâtiment. Je vous remercie de ne pas soutenir cette demande de renvoi.

Heiniger Peter, PdA: Wir haben vor fünf Jahren genau das Gleiche gehört, wir schauen dann und wir werden wieder getröstet. Fünf Jahre sind genug? Nein, ja, doch, vielleicht. Macht uns Hoffnung. Also wirklich, wir werden in diesem Mietvertrag hängen bis in alle Ewigkeiten... Ich gebe Frau Pittet natürlich recht, die Arbeitsbedingungen dort sind wirklich gut. Ich habe das selbst inspiziert, es ist wirklich gut. Ich denke, dass die Leute in Ihrem Departement wirklich gute Arbeitsbedingungen haben. Aber insgesamt sieben Jahre sind eine lange Zeit dafür, dass da gar nichts geht. Das finde ich schon ziemlich penibel. Ich unterstütze deshalb vehement den Rückweisungsantrag und empfehle euch, das auch zu tun, damit da endlich etwas geht.

Clauss Susanne, SP: Herr Feurer, wir haben nicht Ihre Mitarbeitenden oder die VorgängerInnen Ihrer Mitarbeitenden gemeint, sondern den politisch Verantwortlichen.

Ich finde es sehr traurig, wenn die Verantwortung in einer solchen Position auf seine Mitarbeitenden geschoben wird. Das ist für mich ein bisschen grenzwertig. Es ist nicht das Ziel dieser Rückweisung, dass wir nachher überteuert kaufen, denn wir können selbst bauen. Das wissen Sie, Herr Feurer, und ich denke, es ist besser, das Geschäft zurückzuweisen als abzulehnen, denn die Ablehnung wäre ein Desaster und das möchten wir nicht. Aber nach den gemeinderätlichen Voten heute Abend bereuen wir es sehr, dass wir nicht bereits vor fünf Jahren klipp und klar nein gesagt und einen roten Strich gezogen haben. Ich bin der Meinung, lieber ein Ende mit Schrecken als ein Schrecken ohne Ende. Es ist ein Auftrag an den Gemeinderat, ohne die Abteilung Soziales in eine desolante Situation zu bringen, dieses Geschäft prioritär zu behandeln und zu verhandeln. Es ist nicht einfach und es ist nicht mit einer Sitzung erledigt. Sie und Ihre Mitarbeitenden können das. Aber Sie haben vor zwei Jahren das Amt und das Geschäft übernommen, also haben Sie zwei Jahre nichts gemacht und das war jetzt für mich die Konklusion.

Vote

- Sur la proposition de renvoi du Groupe PS/JS

La demande de renvoi est rejetée.

Discussion par article

Moeschler Marie, au nom de la Commission de surveillance : L'objet qui nous est soumis aujourd'hui, fait suite à l'approbation du Conseil de Ville de la conclusion d'un contrat de bail à loyer de cinq ans pour les locaux du Département des affaires sociales avec Alpine Immobilien AG par arrêté du 21 février 2019. L'objet de ce contrat est une surface de 3'280 m² de bureaux ainsi que 500 m² de surfaces de stockage et, depuis le 1er avril 2025, 171 m² de surfaces d'archivage. Ces locaux ont été adaptés aux besoins du Département des affaires sociales. En ce qui concerne la possibilité de prolonger ce contrat, ce dernier prévoit deux options alternatives de prolongation du bail. L'option 1 est la prolongation du bail pour une durée supplémentaire de cinq ans, soit jusqu'au 31 août 2031. L'option 2, si le Conseil de Ville ne prend pas l'option 1, fait que le contrat se transforme en contrat à durée indéterminée dès le 1er juillet 2026 avec la possibilité de résilier le contrat avec délai de résiliation de 2 ans. Le Conseil municipal nous propose aujourd'hui d'accepter l'option numéro 1, soit de prolonger le contrat de durée déterminée de 5 ans jusqu'au 31 août 2031. Cette prolongation de bail nous coûtera environ 5.2 mio. fr. pour la nouvelle période de cinq ans. Le Conseil municipal nous demande d'approuver ce soir un crédit d'engagement à cette hauteur dans le compte de résultats. Par rapport à la première période de ce contrat de bail, il est donc prévu une augmentation totale du loyer brut d'environ un demi-million.

Cette augmentation prévue se base sur l'indice du prix à la consommation pour le loyer net ainsi que l'augmentation des charges accessoires de ces dernières années qui ne faiblit pas. La Commission de surveillance constate toutefois que le nouveau loyer est budgété de manière très prudente. Lors de sa séance du Conseil de Ville du 16 décembre 2020, le Conseil de Ville a adopté une motion transformée en postulat demandant au Conseil municipal de résilier pour le 31 octobre 2030, le bail à loyer

conclu avec la société Alpine Immobilien AG et d'élaborer d'ici là une solution appropriée pour accueillir les locaux du Département des affaires sociales dans des bâtiments appartenant à la Ville. Dès l'automne 2021, la Ville a entamé des négociations avec la société Alpine Immobilien AG pour acquérir l'unité d'étage, mais la négociation n'a jusqu'à aujourd'hui pas aboutie.

Le Conseil municipal nous dit dans son rapport que dès 2026, les négociations devraient pouvoir reprendre, notamment dès la fin des travaux. Si le Conseil municipal nous propose de prolonger ce bail pour une durée de cinq ans, c'est parce que les locaux sont adaptés aux besoins du Département des affaires sociales et que les autres options analysées jusqu'à ce jour n'étaient pas suffisamment satisfaisantes pour la Ville. La Commission de surveillance s'est posé plusieurs questions quant à cet objet. Nous nous sommes notamment demandé si la Ville avait été correctement indemnisée en tant que locataire pour les défauts de la chose louée subie durant toute la première période du bail. En effet, le personnel du Département des affaires sociales a dû travailler durant quatre ans au beau milieu d'un chantier.

Pour le bruit, la poussière et la réputation du Département des affaires sociales difficilement accessibles au milieu d'un chantier, elle avait droit à une réduction proportionnelle du loyer. Nous avons appris que la Ville n'a pas reçu de diminution de loyer, mais a obtenu du bailleur qu'il effectue des travaux de réaménagement pour les besoins des services sociaux entièrement pris en charge à hauteur de 75'000 fr., ainsi que la transformation des centrales téléphoniques des deux étages supérieurs. De plus, Alpine Immobilier a versé une subvention à fonds perdus de 1'560'000 mio fr. pour l'aménagement des locataires. La Commission de surveillance est satisfaite de la réponse apportée à sa question quant à la réduction de loyer due aux défauts, mais deux questions demeurent toutefois.

Est-ce que la gestion de ces chantiers de réaménagement qui a un coût élevé a été prise en charge à 100% par Alpin Immobilien AG ou est-ce la Ville qui a dû payer les architectes et les sous-traitants qui font la gestion du projet ? Si ces travaux étaient considérés comme une plus-value de l'objet, pouvant potentiellement augmenter le prix de vente, en cas d'éventuel achat de l'unité d'étage, cela reviendrait à réduire à néant le dédommagement obtenu n'est-ce pas ? Finalement, la Commission de surveillance estime que le coût de cette location est très élevé et souhaite que la Ville trouve une solution plus adaptée. Malgré cela, la Commission de surveillance approuve à l'unanimité cette prolongation de bail pour une nouvelle durée de cinq ans.

La Commission de surveillance n'est quand même pas satisfaite quant à la mise en œuvre de cette motion transformée en postulat demandant en 2020 déjà à la Ville de trouver une solution moins chère dès 2030. Elle encourage donc le Conseil municipal à entamer de nouvelles négociations avec Alpine Immobilien AG à la condition que le prix de vente reste correct. Si Alpine Immobilien ne le voit pas de cet œil, alors la Commission de surveillance encourage le Conseil municipal à trouver une autre solution et à réfléchir aux options possibles avec ses propres biens immobiliers déjà existants, par exemple.

De Lorenzo Bryan, au nom du Groupe UDC : En complément aux indications données par le Conseil municipal, notre Groupe souhaite ajouter que, malgré l'importance de protection du Département des affaires sociales contre une possible mais peu crédible résiliation au 31 août 2026 du bailleur, une fois le délai de résiliation écoulé, une protection serait active pendant 24 mois. La résiliation du bail ne serait alors possible qu'à la fin d'une année civile, soit au plus tôt le 31 décembre 2028. D'un

point de vue purement tactique et dans l'optique de futures négociations fructueuses en vue de l'acquisition de l'unité d'étage concernée avec la société Alpine Immobilien AG, il serait préférable de ne pas reconduire ce bail à loyer pour une période de 5 ans, mais de laisser tout simplement passer le délai de résiliation légal et ensuite entreprendre les démarches de négociations mentionnées précédemment. Une fois le délai de résiliation passé et la menace de voir les locaux concernés être inoccupés dès le 1er janvier 2029, cela pourrait donner un avantage au Conseil municipal dans les négociations d'acquisition avec la société Alpine Immobilien AG. Dans un tel cas de figure, la pression immobilière étant actuellement du côté des acheteurs, cela donnerait un avantage stratégique certain lors des négociations à venir. Au vu de ce qui précède, notre Groupe propose de rejeter la demande de crédit d'engagement du Conseil municipal en laissant ce contrat de bail se transformer automatiquement en un contrat à durée indéterminée à partir du 1er septembre 2026, résiliable moyennant un préavis de 24 mois pour la fin d'une année civile.

Augsburger Dana, PdA: Während der Rückweisungsdebatte wurde viel über die Zahlen gesprochen. Für mich bleibt die Frage, wie wird nun reagiert? Wie reagieren wir als ParlamentarierInnen in dieser Situation? Es wurde nun so reagiert, auch seitens des Gemeinderats, als wäre diese Situation einfach plötzlich da gewesen wie ein Tsunami, völlig überraschend. Das ist eine jahrelange Geschichte: Dieser Mietvertrag wurde nur ganz knapp und nur unter der Bedingung gutgeheissen, dass die Motion nachgereicht wurde mit dem Auftrag, wonach so schnell wie möglich eine andere Lösung gefunden werden muss anstelle dieser exorbitanten Miete. Der Stadtrat hat dem nur zugestimmt, weil er Verständnis hatte für die Situation und quasi erpresst wurde. Schlussendlich hat der Stadtrat der Umwandlung der Motion in ein Postulat zugestimmt, weil wieder Druck und Erpressung seitens des Gemeinderats erfolgte. Nun sind ein paar Jahre verstrichen, es wäre genug Zeit gewesen, wirklich etwas Gutes aufzugleisen.

Es sieht so aus, als ob in der vergangenen Zeit sehr wenig gemacht wurde. Jetzt kommt ein Rückweisungsantrag und wieder dasselbe Spiel, nur Druck und Erpressungen. Dieser wird abgelehnt und wir geben mehr Zeit, aber wie soll man denn jetzt reagieren? Wie soll reagiert werden, wenn immer das gleiche Rezept kommt? Dann lenkt man ein und sagt sich, es kommt schon gut. Ich werde aber jetzt das Geschäft ablehnen, denn das ist meine Reaktion auf diese jahrelange Geschichte.

Schlussendlich habe ich es nicht goutiert, dass die Mitarbeitenden ins Spiel reingezogen wurden. Niemand denkt etwas Schlechtes über die Fachpersonen oder die Angestellten der Stadt. Es geht um das Geschäft. Ich werde es ablehnen, obwohl ich es lieber zurückgewiesen hätte.

Sprenger Titus, Grüne: Ich möchte gerne einen **Änderungsantrag** stellen, und zwar indem der **Beschlussesentwurf** mit einer **neuen Ziffer** ergänzt wird. Diese soll lauten: **«Der Gemeinderat informiert jährlich die Aufsichtskommission über den Stand der Arbeiten hinsichtlich einer bis 2030 zu findenden Alternative im Sinne der ursprünglichen Motion Anna Tanner, Fraktion SP/JUSO, «Zweite Chance: Eine optimale und günstige Lösung für die Abteilung Soziales ab 2030». Die Informationen fallen unter das Kommissionsgeheimnis.»**. Mit einem solchen Zusatz setzen wir einerseits einen gewissen Druck auf, denn wir verlangen vom Gemeinderat, dass er dranbleibt. Dies, ohne dass er seine Verhandlungsposition schwächt, indem die Informationen zu öffentlich werden. Andererseits kann in dieser Angelegenheit wer sonst, wenn nicht die Aufsichtskommission, Aufsicht ausüben? Ich

denke, es wäre ein vernünftiger Vorschlag, damit etwas vorwärtsgeht und wir ein Signal erhalten und allenfalls innerhalb der Aufsichtskommission Gegensteuer geben könnten. Vielen Dank für Ihre allfällige Zustimmung.

Feurer Beat, Finanzdirektor: Zuerst ein paar generelle Bemerkungen, bevor ich auf den Antrag zurückkomme. Zuerst möchte ich auch bei diesem Geschäft der Sprecherin der Aufsichtskommission danken für die umfangreiche, aber auch kritische Präsentation des Geschäfts. Wir sind sehr froh um diese Position und selbstverständlich verstehen wir auch die beinhaltete Kritik. Der Gemeinderat will, wenn möglich einen Kauf anstreben, weil es aus seiner Sicht die vernünftigste, die naheliegendste Option ist. Andere vergleichbare Optionen, die Sie auch ansprechen, wie umziehen, selbst am entsprechenden Standort bauen, das schauen wir nicht als wirklich realistisch an.

Dann wurde gesagt, es wäre taktisch sinnvoller, auf das Geschäft nicht einzutreten, sondern es abzulehnen. Ich sage es noch einmal, dieses Signal, wenn Sie das Geschäft ablehnen, dann treiben Sie den Preis nach oben, meine Damen und Herren, das wäre kontraproduktiv. Verhandlungstaktisch, Herr De Lorenzo, wäre es gerade falsch, das zu machen, was Sie sich vorstellen. Die Verhandlungen sind traktandiert ab dem Jahr 2026, weil es so ist, dass die Ganzüberbauung aus grundbuchrechtlicher Sicht vereinigt werden muss. Es muss am Schluss klar sein, über welche Parzelle überhaupt verhandelt wird und mit welchen Dienstbarkeiten das alles errichtet werden muss. Der Verkäufer hat darum gebeten, dass er das zuerst umsetzen kann, bevor wir wieder in die Verhandlungen einsteigen. Das ist auch aus Sicht der Stadt sinnvoll, denn wir müssen wissen, welche Dienstbarkeiten auf das Verkaufsobjekt lauten und wie die rechtlichen Konditionen aussehen.

Bezüglich des Antrags von Herrn Sprenger kann ich im Namen des Gemeinderats dem Vorschlag zustimmen. Es ist eine gangbare und praktikable Lösung. Ich würde das sehr begrüßen und ich glaube, das schafft auch Vertrauen und geht in die richtige Richtung. Der Gemeinderat wäre damit einverstanden.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Etant donné que le Conseil municipal propose d'accepter cet amendement, nous allons donc procéder au vote sur celui-ci puis nous procéderons à un deuxième vote sur l'ensemble.

Vote

- sur la proposition de Titus Sprenger, Les Vert-e-s, d'ajouter un nouveau chiffre dans le projet d'arrêté : « Le Conseil municipal informe chaque année la Commission de surveillance sur l'avancée des travaux concernant une alternative à trouver d'ici 2030 au sens de l'intervention 20200064 d'Anna Tanner. Les informations sont soumises au secret de commission. »

La proposition est acceptée.

Vote final

Vu le rapport du Conseil municipal du 7 mai 2025, vu l'art. 44, al. 1, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo1.0-1) et sous réserve du référendum facultatif prévu à l'art. 19, al. 1, let. c, le Conseil de ville de Bienne **arrête** :

1. Il approuve l'exercice de la première option de prolongation du bail conclu avec la société Alpine Immobilien AG pour les locaux du Département des affaires sociales, sis rue Alexander-Schöni 14, pour la période allant du 01.09.2026 au 31.08.2031 et approuve un crédit d'engagement dans le compte de résultats 35000.316000000 d'un montant de 5'200'000 francs.
2. Le Conseil municipal informe chaque année la Commission de surveillance sur l'avancée des travaux concernant une alternative à trouver d'ici 2030 au sens de l'intervention 20200064 d'Anna Tanner. Les informations sont soumises au secret de commission.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

9. 20250135 Rue Bubenbergr / Construction d'une nouvelle passerelle sur la Suze et réaménagement de l'arrêt de bus « Parc municipal » / Phase de réalisation / Crédit d'engagement

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Etant donné qu'il est encore un peu trop tôt pour se quitter, nous allons donc traiter la proposition de renvoi qui a été déposée pour cet objet.

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, parteilos: Vor gut einem Jahr scheiterte die Abstimmung zum unteren Quai an der Urne. Positiv ist, dass sich nun doch etwas bewegt und dies am oberen Quai, wo wir, Gegner des Projekts «Unterer Quai», bereits vor der Abstimmung deutlich mehr Handlungsbedarf gesehen haben. Auch geht alles viel schneller, als es uns die Befürworter der Umgestaltung des unteren Quais vor einem Jahr, wohl aus Frust der verlorenen Abstimmung, in Aussicht gestellt haben. Aber über was stimmen wir heute ab? Über die von uns nach der Abstimmung des unteren Quais geforderten niederschweligen Aufwertung mit einfacher Entsiegelung, Pflanzung von 30 bis 40 Bäumen mit Aufenthaltsqualität am oberen Quai? Über weniger Autos, dafür mehr Velos am oberen Quai wie im Artikel vom 24.6.25 im Bieler Tagblatt gross angekündigt? Nicht ganz. Heute stimmen wir über einen Ausführungskredit von CHF 1,5 Mio. für eine neue vier Meter breite Velo- und Fussgängerbrücke. Wenn ich nur von der Brücke alleine spreche, gibt es Vergleichbares für CHF 0,5 Mio., als Ersatz für den 100-jährigen historischen Bubenbergsteg, der Teil der Baugruppe Oberer Quai ist. Aber wir stimmen auch ab über eine IV-gerechte Bushaltestelle, Tempo 30 auf dem Abschnitt «Oberer Quai», die Aufhebung von 22 Parkplätzen und eine neue Verkehrsführung für die Velos, Autos und Busse.

Alles gut so weit. Leider nicht ganz, denn ein weiteres Mal befinden wir im Stadtrat über ein Projekt, das weder finanziell, technisch noch gestalterisch ausgegoren ist. Zudem

wird uns die übergeordnete Absicht und das grosse städtebauliche Bild dieser Massnahme im Kontext der Neugestaltung des gesamten oberen und unteren Quais nicht offengelegt. Wir bedauern dies sehr, vor allem in Zeiten der vielgepriesenen Mitwirkung und Partizipation.

Unser Antrag im Detail: Im Sinne einer dem Ort angepassten suffizienten Lösung ist eine Reduzierung der geplanten Fahrbahnbreite der Brücke von 4 auf 3 resp. 3,5 Meter anzustreben. Vergleichbare Situationen in der Stadt wie z. B. die Übergangsbrücke am unteren Quai beim Dammweg mit einer Breite von 3,6 Meter zeigen, dass es funktioniert: Dort überqueren täglich mehrere 100 SchülerInnen des Gymnasiums diese Brücke. Die Anforderungen des Velo- und Fussverkehrs werden an diesem Standort bestens erfüllt und die Verkleinerung könnte sich positiv auf die Kosten auswirken.

Zur Nordseite: Beim oberen Quai ist gemäss Plan eine 4,2 Meter breite Fahrbahnspur vorgesehen. Die Bushaltestelle Parkplatz soll auf der Hauptachse so gestaltet werden, dass sich 2 Busse kreuzen können.

Zur Südseite beim oberen Quai: Die Fahrbahnbreite wird reduziert auf 3,8 Meter. Die Veloachse oberer Quai, Südseite, ist gemäss Empfehlung des ASTRA auszugestalten. Das durch die Aufhebung der Parkplätze freigespiegelte Aufwertungspotenzial der Neugestaltung des oberen Quais Süd ist hinsichtlich Aufenthaltsqualität, Klimawirksamkeit und Biodiversität differenziert aufzuzeigen. Das gesamte Projekt soll optimiert und kostentechnisch um circa 25% gesenkt werden. Zudem soll es im Sinne der von der Stadt in allen privaten Projekten geforderten Qualitätssicherung gestalterisch durch den entsprechenden Fachausschuss und die Stadtplanung begleitet werden.

Deshalb bitten wir Sie, **das noch nicht ausgereifte Projekt mit den bereits formulierten Forderungen noch einmal an die Abteilung Infrastruktur zur Überarbeitung zurückzuweisen.** Dies nicht als fundamentale Gegner des Projektes, sondern mit dem deutlichen Anspruch, das Projekt verkehrskostentechnisch und städtebaulich zu verbessern und auch verwaltungsintern und -extern sorgfältig zu koordinieren. Optimierung in alle Richtungen ist unserer Meinung nach eine dringende Pflicht, wenn die städtebaulich und verkehrlich diskutierten Projekte der jüngsten Vergangenheit betrachtet werden und die angespannte finanzielle und wirtschaftliche Lage der Stadt Biel mit einbezogen wird. Nicht zuletzt sollte der Mitbericht vom 29.04.2025 von Herrn Villard von der Finanzdirektion zu diesem Geschäft ernst genommen werden. Ich zitiere: *«Sollte die Neugestaltung der Alexander-Moser-Strasse sowie die Neugestaltung des Tschärisplatzes genehmigt werden, reichen die Mittel dieser Spezialfinanzierung nicht mehr aus, um die vorliegend beantragten Kosten zu decken».*

Danke allen, die Verantwortung für das Gemeinwohl und die Stadt übernehmen und diese breit abgestützte Rückweisung zum Wohl von uns allen unterstützen. Und die nicht zuletzt aufgrund der Debatte zum nationalen Musikfest im nächsten Jahr mithelfen, eine weitere Baustelle zu vermeiden, welche den öffentlichen Verkehr während eines solch grossen Anlasses behindern würde.

Schiess Christophe, au nom du Groupe Les Vert·e·s : Notre groupe parlementaire est opposé au renvoi pour différentes raisons. En premier lieu, simplement car le projet qui nous est présenté ce soir nous convient. J'espère que nous pourrions en parler encore ce soir. Nous avons tout de même examiné les différents points du renvoi, tout en gardant à l'esprit que l'on parle ici d'un ensemble. Qui circule dans ce périmètre ? Il

y a les piétonnes et piétons, les cyclistes, les voitures, les bus, mais il y a aussi la Suze. Avant d'aborder chaque point du renvoi, il y a des réflexions d'ordre général que, Monsieur Buchhofer Kioutsoukis nous approuvons, comme les questions que vous posez par rapport au rôle respectif de l'urbanisme et des infrastructures. D'ailleurs, il me semble que vous déposez une intervention à ce sujet et je trouve cela très bien.

Pour revenir à la discussion point par point de cette demande de renvoi, dans votre troisième point, vous parlez des vélos. Nous sommes contents de savoir qu'il vous tient à cœur que les routes directes doivent être exemplaires. A ce sujet, on peut lire dans le rapport du Conseil municipal que l'organe consultatif en matière de circulation a été saisi. D'ailleurs le projet dans son ensemble lui a été présenté. Les membres dont fait partie Pro Velo s'y sont montrés favorables. Ce projet améliore globalement et nettement la situation pour les cyclistes. Nous avons demandé à la directrice de la direction concernée de nous expliquer le rétrécissement de la route mentionné dans cette proposition de renvoi. Elle nous a répondu de manière convaincante.

Ce projet n'est pas une variante maximale pour les vélos car il faut prendre en compte la protection des crues, le croisement avec un autre axe important.

Le deuxième point de votre renvoi montre votre intérêt pour les transports publics biennois mais encore une fois, il n'est pas possible de faire une variante parfaite pour les transports en commun en oubliant la sécurité des autres utilisateurs comme les piétons. De plus, les transports publics biennois ont approuvé cette variante proposée.

Pour revenir sur la largeur de la passerelle prévue. Vous demandez, dans la demande de renvoi de réduire à 3.5 m. la largeur de la passerelle. Il est clair que l'on pourrait accepter cela et réduire quelque peu les coûts du projet mais cette économie ne va clairement pas compenser les pertes financières qu'un renvoi du projet engendrerait.

Pour finir, vous dites, dans votre proposition de renvoi, qu'il devrait être possible de réaliser un meilleur projet tout en tenant compte de la biodiversité, du climat, etc. à un coût moindre. Je pense que l'on commence gentiment à connaître votre chanson du « tout trop cher » car vous l'amenez à chaque gros projet comme dernièrement pour le centre de recyclage.

On se souvient de votre courrier de lecteur dans le « Bieler Tagblatt » où vous vous adressiez à ce cénacle. Je suis content que maintenant vous fassiez partie de ce cénacle et que vous puissiez directement donner votre avis sans passer par un courrier de lecteurs. Pour toutes ces raisons, notre Groupe refuse cette demande de renvoi.

Briechle Dennis, Fraktion GLP+: Der Teil Bubenbergrasse, der entspricht der Fraktion GLP+ gut. Es ist gut, dass der Ersatz der Brücke so ausgestaltet wird, dass sie von FussgängerInnen und von Velos gemeinsam benutzt werden kann und der Hochwasserschutz gewährleistet ist. Der Gedanke, die Achse Bubenbergrasse bis zum Holunderweg zu verlängern, ist begrüssenswert. Das ist zwar nicht Teil des vorliegenden Projekts, aber wenn es dann umgesetzt wird, macht diese Brücke umso mehr Sinn. Ebenso ist für unsere Fraktion das auf der Bubenbergrasse vorgesehene Verkehrsregime mit einem Fahrverbot für den MIV und nur einem Zubringerdienst eine gute Sache.

Doch anders als der Titel des Geschäfts suggeriert, betrifft dieses Projekt genauso den oberen Quai. Diesbezüglich haben wir auf beiden Seiten des Flusses einen grossen Einwand und liebäugeln deshalb mit der Rückweisung. Auf der Nordseite befindet sich die Bushaltestelle Stadtpark. Sie soll neu gebaut werden, behindertengerecht, das ist sicher gut. Aber weniger gut ist, dass kein Bushäuschen vorgesehen ist. Gar nicht

nachvollziehbar ist, dass eine schmale Bushaltestelle von nur 4,2 Metern Breite vorgesehen ist. Ein Kreuzen von zwei Bussen ist also nicht möglich und dies, obwohl der obere Quai an dieser Stelle eine Busroute ist. Aktuell fährt dort die Linie 2, eine einzelne Linie. Da ist es sicherlich realistisch und nachvollziehbar, dass das beim Testen funktioniert hat. Künftig wird es jedoch eine stärker befahrene Busroute werden. Gemäss dem ÖV-Konzept 2035 verkehren auf diesem Abschnitt des oberen Quais ab 2027 die neue Schnelllinie 10 mit vier bis acht Bussen pro Stunde. Zusätzlich die Linie 72 mit acht Bussen pro Stunde, ab 2031 die Linie 86 mit vier Bussen pro Stunde und die Linie 87 mit ebenfalls 4 Bussen pro Stunde. Das sind also künftig mindestens 20 Busse pro Stunde, das heisst, alle 3 Minuten ein Bus. Bei Erfolg der Schnelllinie sollen es entsprechend noch mehr werden, da diese dann im Takt verdichtet werden sollen.

Auf so einer Strecke eine Einweg-Bushaltestelle zu planen, das ist für uns unverständlich und es ist sicherlich nicht ÖV-freundlich. Angesichts der schwierigen Platzverhältnisse an dieser Stelle stellt sich grundsätzlich die Frage, ob die Halteketten dieser Haltestellen zwingend parallel sein müssen oder ob sie nicht versetzt angeordnet werden könnten. Fragt sich grundsätzlich, ob die Haltestellen Stadtpark und Schleusenweg beide notwendig sind oder ob sie nicht zusammengelegt werden könnten. Die präsentierte Lösung für den Bus ist aber ein Murks.

Zur Südseite: Der obere Quai auf der Schussseite soll die Ost-West-Achse für den Veloverkehr in Biel werden. Wir würden uns wünschen, dass für einmal eine vorbildliche Veloinfrastruktur erstellt wird, bei der der Fokus bei der Planung auf dem Velo liegt. Es gibt andere Orte, an welchen definitiv Kompromisse eingegangen werden können und sollen. Hier wäre es schön, wenn man sich an den Bedürfnissen des Velos orientieren würde. Und was haben wir nun? Es soll zwar eine Velostrasse signalisiert werden, aber es ist einmal mehr eine Gestaltung mit Versätzen, welche massiv in den Strassenraum hineinragen. Dies stellt ein Hindernis für die Velofahrenden dar und kann bei entsprechendem Verkehr gefährlich sein. Die Velostrasse wird im Bereich der Brücke somit abrupt auf 3,8 Meter verschmälert. Wenn da ein LKW vom SBB-Werk kommt, dann bleibt nichts anderes übrig, als anzuhalten und zu warten. So stellen wir uns eine Veloinfrastruktur nicht vor. Es hat nicht allzu viel Verkehr auf dieser Strasse, weshalb es absolut unverständlich ist, dass einmal mehr solche Schikanen einbaut werden. Selbst das ASTRA sagt, dass eine Velostrasse 4,5 bis 6,5 Meter breit sein sollte und Versätze im Strassenraum vermieden werden sollten, um eben eine flüssige Fahrt ohne Hindernisse zu ermöglichen.

Die Fraktion GLP+ erkennt in diesem Projekt definitiv gute Absichten und Teilbereiche. Wir sind jedoch der Meinung, dass dies weder für den öffentlichen Verkehr noch für den Veloverkehr ein wirklich gelungenes Projekt ist und wir sind es leid, halbgare Projekte für die nächsten 40 Jahre in Beton zu giessen. Gleichzeitig sind wir uns der Abhängigkeit vom Agglomerationsprogramm der dritten Generation bewusst und somit dem Damoklesschwert der lauenden Deadline, nach der wir bis Ende Jahr mit einem Bau beginnen sollten. In diesem Zusammenhang wäre es für uns schliesslich sicherlich relevant zu wissen, ob ein Bauprojekt bis dann möglich ist.

Comment Rachel, au nom du Groupe PSR : Je tiens à dire que notre Groupe s'oppose à cette demande de renvoi. Je me promène assez souvent au bord de la Suze car j'habite juste à côté. Ce petit pont, j'ai dû le traverser une centaine de fois sans trop m'en rendre compte car il fait partie de mon quotidien. Aujourd'hui, il est en bout de vie, après plus de 100 ans de bons et loyaux services et il mérite un réaménagement à la hauteur. Le projet présenté ce soir est simple, utile, concret. Il permet de traverser la Suze à pied et à vélo et rend enfin l'arrêt de bus accessible à

tout le monde. De plus, il calme une rue qui ne devrait pas servir de raccourci aux voitures, surtout à côté d'un parc, d'habitations et d'une crèche.

Ce projet ne sort pas de nulle part. Il fait partie d'une stratégie plus large, le plan sectoriel vélo, le concept directeur pour les quais de la Suze, le projet d'agglomération. Il s'inscrit vraiment dans une vision d'ensemble cohérente. On parle de petits changements concrets qui, mis bout à bout, transformeront vraiment la Ville. C'est un projet déjà planifié, déjà optimisé, déjà prêt à être réalisé et renvoyer le dossier maintenant, c'est tout remettre à plat et perdre un temps littéralement précieux. Pourquoi précieux ? Car cela voudrait dire perdre les 890'000 fr. de subventions fédérales car les travaux doivent commencer en 2025, sinon ce sera à la Ville de sortir le porte-monnaie.

Alors bien sûr, on peut toujours chercher à optimiser, mais réduire la largeur de la passerelle, c'est revenir sur l'objectif même du projet, permettre une cohabitation sûre et confortable entre les piétonnes et cyclistes. Ce projet est simplement adapté aux besoins d'aujourd'hui et je ne pense pas que les vélo-cargos étaient autant à la mode il y a 108 ans. Ce projet n'est pas un luxe, n'est pas démesuré, il est juste adapté aux besoins de ce quartier. Un quartier où vivent des familles et des enfants qui jouent dans la rue et où ça bouge. Je comprends que parfois au Conseil de Ville, on peut avoir l'impression de recevoir plein de petits projets comme des pièces de puzzle, mais si on prend un peu de temps, un peu de recul, on peut voir un dessin cohérent qui se forme. Il faut savoir accepter le changement et avancer. Pour toutes ces raisons, notre Groupe vous invite à refuser cette demande de renvoi.

Burri Rahel, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO unterstützt den Verpflichtungskredit und lehnt den Rückweisungsantrag ab. Dieses Projekt ist unserer Meinung nach gut geplant, durchdacht und dringend nötig. Es verbindet – genau wie wir es politisch fordern – Verkehrssicherheit, klimafreundliche Mobilität, Inklusion und Aufenthaltsqualität miteinander. Die Brücke ist über 100 Jahre alt. Eine neue Brücke ist keine Luxuslösung, sondern eine notwendige Investition in funktionierende Infrastruktur und das auf eine nachhaltige und sozial gerechte Art. Die Verbreiterung schafft genügend Platz für Velofahrende und FussgängerInnen. Sie fügt sich in die geplante Velostrasse entlang des oberen Quais Süd ein, einer Hauptachse des städtischen Velonetzes entsprechend dem Sachplan Velo. Sie wird barrierefrei und gesetzeskonform gestaltet. Wir begrüssen es ausdrücklich, dass der Obere Quai Süd als Velostrasse ausgestaltet wird mit Tempo 30 und reduziertem, motorisiertem Individualverkehr. Der vorliegende Rückweisungsantrag gefährdet das ganze Projekt. Der Baubeginn muss 2025 erfolgen, wie bereits die Vorredner erwähnten, sonst gehen Subventionen verloren. Das wäre finanziell verantwortungslos und verkehrspolitisch ein Rückschritt.

Zur geforderten Reduktion der Brückenbreite: Die geplante Breite von 4 Metern ist kein übertriebener Komfort, sondern notwendig, damit Velofahrende und FussgängerInnen sich in Sicherheit und konfliktfrei begegnen können. Anders als bei anderen Durchquerungen, die teilweise genannt wurden, handelt es sich um eine wichtige Veloverbindung zwischen den Hauptachsen: Zwischen der General-Dufour-Strasse und der Madretsch-Schüss mit relevanter Frequenz und Steigungen. Ein Rückbau auf 3,5 Meter wäre verkehrspolitisch ein Schritt rückwärts und auch planerisch inkonsequent. Ausserdem bezweifle ich, dass ein halber Meter Brückenbreite viele Einsparungen bei den Kosten bringen würde.

Zur Forderung nach 25% Kostenreduktion: Pauschalkürzungen ohne sachliche Grundlage lehnen wir ab. Eine pauschale Kürzung um 25% erscheint uns realitätsfremd, wenn wir gleichzeitig eine qualitativ hochwertige, behindertengerechte und klimaangepasste Infrastruktur bauen wollen.

Die effektive Belastung für die Stadt ist dank der Spezialfinanzierung und der Fördergelder deutlich geringer, was bedeutet, ein Herausögern würde eher zusätzliche Kosten für die Stadt generieren.

Als Fazit: Die Fraktion SP/JUSO will eine Stadt für alle: sicher, nachhaltig, gerecht und bereit für die Mobilität der Zukunft. Das vorliegende Projekt erfüllt diese Ziele in hohem Masse, sachlich, sozial und nachhaltig. Deshalb werden wir gegen die Rückweisung stimmen und laden Sie ein, uns zu folgen.

Steinmann Alfred, SP: Für mich ist dieser Rückweisungsantrag unlogisch. Beim ersten Punkt wird aus Kostengründen die Verkleinerung der Brücke von 4 auf 3,5 Meter verlangt. Aber beim dritten Punkt soll die Südseite oberer Quai, die Veloachse oberer Quai, gemäss den Empfehlungen des ASTRA ausgestaltet werden, was 4 bis 6 Meter sind. Da stimmt etwas nicht. Ich habe nachgeschaut, was die Empfehlungen sind: Für eine Velostrasse/Veloschnellroute werden 4,5 Meter empfohlen, also kein Einbahnverkehr, sowie auch bei einem normalen Radweg. Aber hier geht es um eine Brücke.

Wir haben mit dem ASTRA gesprochen wegen dem Velostreifen an der Neuenburgstrasse. Weil auf der einen Seite vom Radweg eine Mauer ist, kann mit dem Lenker nicht direkt an der Mauer gefahren werden, also braucht es 50 cm Abstand zur Mauer plus die 70 cm des Lenkers und einen Sicherheitsabstand. Sogar das ASTRA hat festgestellt, dass es 2 Meter braucht für eine solche Verbindung. Bei einer Brücke ist es das Gleiche: Wir haben zwar keine Mauer, aber wir haben ein Geländer und mit dem Velolenker können wir nicht ganz nah am Geländer fahren, also brauchen wir da 2 x 2 Meter und das ist ein absolutes Minimum. Deshalb finde ich den Vorschlag des Gemeinderats eine gute Lösung. Das mit dem Bus kann ich nachvollziehen, wenn das gewünscht werden könnte. Ich bin aber gespannt, was die Direktorin BEU dazu sagen wird, und ich glaube, da gibt es sicher auch Argumente. Ich werde diesem Rückweisungsantrag nicht zustimmen, denn er ist unlogisch und nicht sinnvoll.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich würde gerne zu den einzelnen Punkten der Rückweisung Stellung nehmen. Es könnte jetzt in der Diskussion der Eindruck entstanden sein, wir haben noch schnell etwas geplant, weil das Agglomerationsprogramm abläuft. Das ist nicht der Fall. Das ist eine Planung, die bereits lange läuft. Sie konnten es im Bericht lesen, es wurden im Jahr 2023 bereits Tests durchgeführt und es ist also nicht ein unausgereiftes Geschäft, wie das suggeriert wurde. Deshalb will ich auch nicht das Argument des Agglomerationsprogramms in den Vordergrund stellen, auch wenn es das Wichtigste ist und es effektiv so wäre, dass wir nicht in dieser kurzen Zeit mit einem neu überarbeiteten Projekt dienen könnten; da bestehen politischen Prozesse, die schlicht zu viel Zeit brauchen würden.

Es gibt inhaltlich sehr gute Argumente für das entstandene Projekt und ich werde die einzelnen Punkte in der Reihenfolge durchgehen, wie sie im Rückweisungsantrag enthalten sind. Die erste Frage bezüglich der Breite der Brücke wurde bereits gut erklärt. Es ist effektiv so, dass die empfohlene Abmessung bei Brücken gemäss den Normen breiter als 4 Meter sein muss, die nutzbare Breite ist effektiv schmaler. So muss eine Brücke mit mittlerer Frequenz und mit Veloverkehr breiter sein als 5 Meter,

wobei die nutzbare Breite 4,2 Meter beträgt. Das vorliegende Projekt bewegt sich gemessen an diesen Empfehlungen bereits am «unteren Rand».

Das Thema Kosteneinsparung: Wenn wir effektiv mit der Einsparung von 50 cm Kosten einsparen möchten, dann bringt das nicht viel auf den ganzen Kredit gesehen; wir gehen von rund CHF 30'000 aus. Nicht zu vergessen sind die Umplanungskosten etc. Also die Einsparung ist jetzt nicht riesig, vor allem nicht, wenn man den Gesamtbetrag betrachtet.

Beim zweiten Argument betreffend ÖV kann ich nachvollziehen, dass es auf den ersten Blick unlogisch ist, dort die zwei Bushaltekanten vis-à-vis zu setzen. Aber es gibt gute Gründe, warum das so ist. Die aktuelle Anordnung ist sicherheitstechnisch nicht gut. Wer dort regelmässig den Bus benutzt und über den Fussgängerstreifen will, merkt, dass es gefährlich ist, weil die Sicht nach hinten versperrt ist und der Gegenverkehr nicht sichtbar ist, vor allem auf der Seite der Brücke. Bei der neuen Planung kann nicht mehr überholt werden und das Problem ist gelöst.

Auf der anderen Seite haben wir jedoch mit dieser Planung technische Probleme: Erstens haben wir auf der einen Seite den Stadtpark mit den Bäumen und auf der anderen Seite die Schüss. Das würde heissen, wir müssten entweder links die Bäume entfernen, damit wir den Platz hätten und ich glaube, das liegt in niemandes Interesse. Auf der anderen Seite müssten wir eine Plattform auf die Schüss bauen können, damit wir dort die entsprechende Breite erreichen. Dies können wir nicht, weil das der Kanton nicht zulässt. Wir können jedoch auch nicht sagen, wir machen es behindertengerecht, aber ein wenig schmalere Haltekanten. Das geht nicht, denn es ist auch vorgegeben, dass wir zwei Meter einhalten müssen, damit manövriert werden kann. Also haben wir nicht viel Handlungsspielraum. Stellt sich die Frage, ob die Bushaltestellen zusammengelegt werden könnten. Im Prinzip wäre es möglich, wir befinden uns jedoch an einer sehr frequentierten Achse, die in Zukunft noch mehr Busse anfahren werden. Vor allem sind die zwei Bushaltestellen an ihrer Lage beidseits sehr wichtig für den Langsamverkehr und wir haben ein hohes Aufkommen von Leuten, die diesen Bus brauchen.

Wie im Bericht erwähnt, haben wir einen Test gemacht, der funktioniert hat. Das Projekt ist mit den Verkehrsbetrieben Biel (VB) abgestimmt und sie sind einverstanden, dass das Projekt so realisiert wird. Dies auch im Hinblick auf das Buskonzept 2035, da die Schnellachse dort nicht wie von Ihnen angenommen halten wird. Wenn zudem die hintere Bushaltestelle ebenfalls angepasst wird, wird eine Strassenhaltestelle gemacht und das heisst, dass ab dieser Haltstelle bis zum Bahnhof gar nicht überholt werden kann.

Bezüglich der Breite und des Versatzes: Es wurde bereits erwähnt, welches die Vorgaben resp. die Richtwerte sind. Ich kann nachvollziehen, dass die Breite des Versatzes an dieser Stelle nicht praktisch ist. Es kann eventuell eine Anpassung vorgenommen werden, d. h., dass wir den Versatz rund machen, damit wir die Brücke einrahmen können. Mehr Breite würde de facto heissen, dass auf der anderen Seite die Parkplätze aufgehoben werden müssten und das wäre auch nicht im Sinn der Rückweisenden.

Bezüglich der Frage der Aufhebung der Parkplätze und der besseren Nutzung des Aufwertungspotenzials: Genau deshalb haben wir das Projekt nur für die Brücke und den minimal notwendigen Teil, damit wir das Projekt sinnvoll umrahmen können. Alles andere, was wirklich die Gestaltung und die Klimawirksamkeit betrifft, kommt in das Projekt, das im Agglomerationsprogramm der 5. Generation drin ist, welches jüngst

vom Kanton dem Bund übergeben wurde. Auf beiden Seiten haben wir den Holunderweg, bei welchem im Moment die SBB «in Charge» ist, damit sie Altlastensanierungen durchführen und anschliessend effektiv der Plan realisiert werden kann. Das ist im Agglomerationsprogramm der 4. Generation enthalten und da wird natürlich entsprechend die Gestaltung geschehen.

Noch etwas zur Brücke: Es ist 1:1 dieselbe Brücke wie beim Hauser-Wehr. Das heisst wir haben geschaut, dass wir ein «copy paste» machen und so eine Einheit bilden können.

Zur letzten Frage betreffend Optimierung der Kosten. Haben Sie das Gefühl, dass wir das Projekt so vorgesehen haben, dass einfach so noch 25% eingespart werden könnten? Die Investitionsplanung ist knapp und wir müssen mit diesen Geldern auskommen, die wir haben. Wir sind froh, haben wir die zusätzliche Unterstützung durch die Spezialfinanzierung. Somit haben wir das Projekt bereits kostenoptimiert. Wir haben es pragmatisch erarbeitet und es wird nicht möglich sein, das um 25% zu reduzieren. Insbesondere weil wir wissen, dass dann Umplanungskosten entstehen und dass die Gelder aus dem Agglomerationsprogramm wegfallen würden. Insofern wäre ich froh, wenn Sie dieser Rückweisung nicht zustimmen und das Projekt gutheissen.

Vote

- sur la proposition de renvoi de Stefan Buchhofer Kioutsoukis, hors parti, Andreas Gerber, FDP, Andreas Sutter, FDP, Pascal Bord, PRR, Vera Urweider, hors parti, Raphael Benz, hors parti, Roland Egli, PVL, Dennis Briechele, PVL, Sandra Schneider, Groupe UDC, Patrick Demierre, Groupe UDC

La proposition est rejetée.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Je vous propose d'arrêter les débats pour ce soir. Nous poursuivrons le traitement de cette affaire demain mais pas directement en début de séance car Madame Lena Frank a annoncé qu'elle arrivera avec un peu de retard. Etant donné que je ne vois pas d'opposition à cette proposition, je vous souhaite une bonne soirée.

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22.55 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident :

Mohamed Hamdaoui

***Le secrétaire général du secrétariat parlementaire /
Der Generalsekretär des Parlamentssekretariats:***

Omar El Mohib

Protokoll:

Rita Flückiger

Nathalie Scheurer

Procès-verbal:

Floriane Pinto Bernardino